



## **Contrat de Ville Saint-Dizier Der et Blaise**

Rapport annuel 2017 et 2018 sur la mise en œuvre  
de la Politique de la Ville  
et  
rapport évaluatif à mi-parcours du contrat de ville



Décembre 2019

*Rapport rédigé par Sophie HINCELIN.*

*L'ORIV a apporté sa contribution, en particulier sur le volet évaluatif.*

## Sommaire

Introduction .....	4
1. Les orientations du contrat de ville .....	5
Le contrat de ville .....	5
Le périmètre .....	5
Les grandes orientations .....	6
2. L'évolution de la situation à l'échelle des territoires .....	11
L'évolution à l'échelle de l'agglomération .....	11
L'évolution à l'échelle de la ville .....	11
Les éléments relatifs à l'évolution du quartier .....	12
La perception des acteurs .....	16
Enjeux récurrents .....	18
3. La gouvernance et l'ingénierie .....	19
Mise en œuvre en 2017 et 2018.....	19
Des modalités de pilotage et d'intervention au service de l'action ? ....	21
Pistes de progrès .....	23
4. Participation citoyenne.....	25
Un conseil citoyen en sommeil.....	25
Création de la Maison du projet .....	26
Une volonté d'implication plus forte des habitants .....	26
5. Analyse des programmations 2017 et 2018 .....	28
Les actions menées dans le cadre de ces programmations .....	28
6. Les financements et les moyens mobilisés .....	32
Des moyens financiers centrés sur la cohésion sociale .....	32
L'expérimentation .....	34
Le Fonds de participation des habitants.....	34
Les dotations politique de la ville, du développement urbain et de cohésion sociale.....	35
7. Cohésion sociale – Analyse et perspectives.....	36
Un enjeu de cohésion sociale en adéquation avec les situations sociales	36
La dimension éducative et la parentalité : des aspects essentiels .....	36
Le programme de réussite éducative .....	38
Le contrat local d'accompagnement à la scolarité.....	42

Les activités périscolaires.....	42
Les ateliers socio-linguistiques.....	43
L'accueil éducatif du soir.....	43
Des actions à renforcer : soutien à la parentalité et offre éducative ....	44
Le centre socioculturel : un espace en construction .....	45
La politique jeunesse : une politique à construire .....	46
Une réflexion à l'échelle de la ville .....	47
Un enjeu récurrent : la prévention spécialisée.....	51
Préconisation et pistes de progrès .....	52
 8. Cadre de vie et renouvellement urbain – Analyse et perspectives	54
Un quartier transformé par la rénovation urbaine.....	54
Une politique d'agglomération en faveur de la mixité .....	55
Une transformation du quartier à consolider .....	55
Un enjeu : la pérennisation des acquis en matière urbaine .....	57
Une nouvelle convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité ..	59
Les conventions d'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties .....	60
Un défi : l'accès aux biens et aux services .....	60
La mobilité et le schéma de déplacement urbain .....	61
Renforcement de l'offre de service en matière de santé .....	61
Préconisations et pistes de progrès .....	62
 9. Développement économique et emploi – Analyse et perspectives	63
Une agglomération volontaire .....	63
La stratégie de développement économique intercommunale 2019–2023 .....	63
Un contexte de l'emploi qui reste difficile .....	64
Une priorité à l'échelle du contrat de ville .....	65
Un enjeu à travailler en partenariat .....	65
Des leviers à renforcer .....	66
Dans le champ du développement économique .....	66
Dans le domaine de l'insertion .....	67
Dans un objectif de lever les freins .....	68
Préconisations et pistes de progrès .....	68
 10. Enseignements .....	70

## Annexes

## INTRODUCTION

---

Dans le cadre de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, les communes et EPCI signataires d'un contrat de ville ont obligation de rédiger **un rapport annuel**.

Ainsi, le décret publié au journal Officiel du 5 septembre 2015 fixe le contenu et le mode d'élaboration du rapport annuel aux assemblées délibérantes des EPCI et des communes sur la mise en œuvre de la politique de la ville :

*« Dans les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) signataires d'un contrat de ville, le maire et le président de l'EPCI sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Ce rapport est débattu au sein du conseil municipal et du conseil communautaire. Les conseils citoyens présents sur le territoire concerné sont consultés en amont sur le projet du rapport ».*

Le présent rapport est rédigé sur la base des données et des documents fournis par l'Etat et les partenaires, retraçant la mise en œuvre du Contrat de Ville pour les années 2017 et 2018.

Par ailleurs il rend compte des éléments issus de la **démarche évaluative à mi-parcours du contrat**.

Elle a consisté dans la mobilisation des données déjà existantes. Par ailleurs, les partenaires du contrat de ville ont été sollicités pour répondre à un questionnaire permettant de disposer de leur point de vue sur les actions menées et sur le fonctionnement du contrat de ville. Il a permis de recenser l'avis de 33 acteurs<sup>1</sup>.

Dans la mesure où il n'est pas possible d'évaluer l'ensemble du contrat de ville (et conformément à la méthode proposée par le CGET), cinq questions ont été élaborées. Elles portent sur les enjeux majeurs du contrat de ville.

Les éléments relatifs à l'évaluation sont présentés en bleu dans le document pour permettre de les distinguer du rapport annuel.

Ces éléments serviront notamment pour interroger les orientations définies lors de la **signature du contrat de ville dans la mesure où ils doivent faire l'objet d'une « rénovation »**. Les modalités de cette révision ont été indiquées dans la circulaire du 1<sup>er</sup> ministre du 22 janvier 2019<sup>2</sup>.

Celles-ci se traduiront par la **signature d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques** avec l'Etat et les signataires du présent contrat ; il devra prendre en compte l'évaluation à mi-parcours et prioriser les enjeux d'ici la fin du contrat.

---

<sup>1</sup> Voir en annexe 1 la liste des structures / personnes ayant répondu.

<sup>2</sup> L'agglomération a fait appel à l'ORIV pour l'accompagner dans cette démarche.

# 1. Les orientations du contrat de ville

## Le contrat de ville

Le contrat de ville de Saint-Dizier, Der et Blaise a été signé le 29 juin 2015 entre la Ville de Saint-Dizier, la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise, la Préfecture de la Haute-Marne, le Conseil Départemental de la Haute-Marne, le Conseil régional, le Tribunal de Grande Instance, le Procureur de la République, l'Académie de Reims, la Caisse des dépôts et consignations Champagne-Ardenne, l'Office Public de l'Habitat de Saint-Dizier, la SA d'HLM Foyer Rémois, la SA d'HLM Plurial-Novilia, la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Marne, l'Agence Régionale de la santé Champagne-Ardenne, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Haute-Marne, le Pôle emploi, le CDAD, les Missions locales et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Haute-Marne.

Il résulte d'une concertation avec l'ensemble des partenaires et d'un travail de diagnostic visant à identifier les besoins les plus prégnants de la population du territoire.

Le Contrat de ville vise à agir en cohérence avec les besoins repérés sur le territoire. Il y est également mis en avant l'importance d'éviter le saupoudrage financier et de favoriser le soutien au développement et à la pérennisation d'actions structurantes pour le territoire.

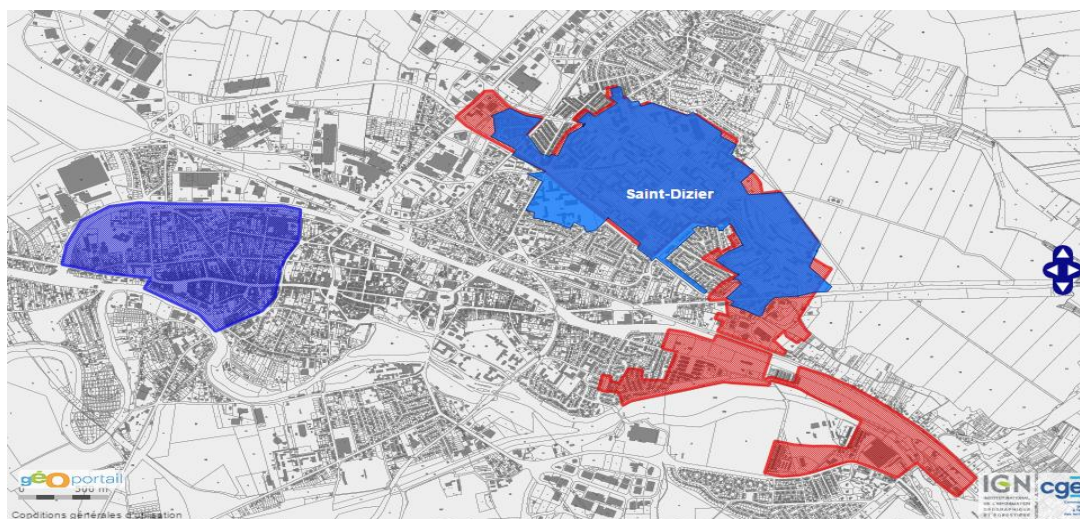
## Le périmètre

Le contrat de ville de l'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise concerne un quartier prioritaire (Quartier du Vert-Bois) et deux quartiers de veille (Le Grand Lachat et La Noue).

Au moment de l'élaboration du contrat de ville, les caractéristiques de ces trois quartiers étaient les suivantes.

Ville	Quartier	Nombre d'habitants	Revenu médian
<b>Quartier prioritaire<sup>3</sup></b>			
Saint-Dizier	Vert-Bois	7 470	<b>8 300 €</b>
<b>Quartiers de veille</b>			
Saint-Dizier	Le Grand Lachat	755	<b>11 554 €</b>
Saint-Dizier	La Noue	2 804	<b>15 391 €</b>

<sup>3</sup> Source : INSEE 2015



Quartiers prioritaires

Quartiers prioritaires de la politique de la ville fixés par le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 pour la métropole et par le décret n° 2014-1751 du 30 décembre 2014 pour les départements et collectivités d'outre-mer  
 ■ Quartiers prioritaires  
 Source : CGET – Janvier 2015

Zus

Zones urbaines sensibles fixées par le décret n°96-1156 du 26 décembre 1996 fixe la liste de 750 Zones urbaines sensibles (Zus). Le décret n°2000-796 du 24 août 2000 ajoute le quartier «Nouveau Mons» de Mons-en-Baroeul à la liste des Zus et le décret n°2001-707 du 31 juillet 2001 modifie le périmètre de la Zus de Grigny (91). Les Zus ont été remplacées par les quartiers prioritaires de la politique de la ville le 1er janvier 2015 (cf loi Ville et cohésion urbaine du 21 février 2014)  
 ■ Zones urbaines sensibles  
 Source : CGET

## Les grandes orientations

Le **Contrat de Ville, initialement signé pour la période 2015-2020** s'attache, à travers ses trois volets (cohésion sociale, cadre de vie et renouvellement urbain, développement économique et emploi), à lutter contre la précarité qui s'enracine dans l'isolement, à ouvrir des perspectives aux habitants des quartiers et à lutter contre toutes formes de discriminations.

A noter que la loi de finances du 28 décembre 2018 a prorogé les contrats de ville jusqu'en 2022.

### Rappel des orientations du Contrat de Ville 2015 – 2022

Le contrat de ville se structure classiquement autour de trois piliers et de neuf axes stratégiques qui eux-mêmes renvoient à un certain nombre d'enjeux et d'orientations (cf. tableau ci-dessous).

PILIER 1. Cohésion sociale		
AXES	ENJEUX	ORIENTATIONS
<b>Favoriser le développement éducatif et la réussite scolaire pour tous</b>	1 Réduire les écarts de réussite scolaire en renforçant le partenariat avec l'école 2 Poursuivre les efforts de soutien à la parentalité dès le plus jeune âge	1.1 Coordonner les actions éducatives du parcours scolaire et piloter les mesures éducatives pour compléter le droit commun 1.2 Adapter le Programme de Réussite Educative à la nouvelle géographie prioritaire et au public du collège

	<p>3 Poursuivre la lutte contre l'échec scolaire</p> <p>4 Développer l'offre éducative globale</p> <p>5 Se doter des moyens d'observation et de suivi de la réussite et des parcours scolaires</p>	<p>2.1 Mieux accompagner les parents dans leur mission éducative et renforcer les liens avec le système scolaire</p> <p>2.2 Renforcer les coopérations Education Nationale / Agglomération / CAF afin de proposer une offre globale complémentaire, coordonnée et lisible pour les usagers et les partenaires</p> <p>3.1 Maintenir et développer les dispositifs de soutien éducatif à proposer aux élèves</p> <p>3.2 Engager une réflexion sur la scolarisation des enfants de moins de trois ans</p> <p>3.3 Lutter contre le décrochage scolaire</p> <p>4.1 Favoriser la réappropriation par chacun de son histoire et de ses origines</p> <p>4.2 Mobiliser l'ensemble des ressources éducatives, culturelles et sportives du territoire, les rendre accessibles et les coordonner</p> <p>4.3 Renforcer l'accueil de la petite enfance</p> <p>5.1 Mettre en place un dispositif de suivi et de partage des données sur la réussite scolaire</p>
<b>Construire un projet social partagé et fédérer les acteurs</b>	<p>1 Développer l'offre de service autour des domaines jeunesse, vie associative, action sociale et personnes âgées</p> <p>2 Faciliter l'accès aux services</p>	<p>1.1 Construire une politique jeunesse adaptée aux enjeux du QPV</p> <p>1.2 Renforcer, soutenir, structurer la vie associative</p> <p>1.3 Redéfinir une politique d'action sociale adaptée au QPV</p> <p>1.4 Anticiper le vieillissement des habitants du QPV</p> <p>2.1 Développer les relais de proximité en direction des populations les plus captives</p> <p>2.2 Favoriser et accompagner la mobilité</p>
<b>Etoffer l'offre de santé du QPV</b>	<p>1 Finaliser et pérenniser la dynamique engagée en matière de projet santé</p> <p>2 Engager une réflexion sur une contractualisation avec l'ARS dans le cadre d'un Contrat Local de Santé</p>	<p>1.1 Mettre en œuvre les projets identifiés dans le cadre du réseau santé - ville</p> <p>1.2 Assurer une coordination des structures de santé présentes sur le QPV</p> <p>2.1 Améliorer la connaissance et l'observation des données de santé sur la ville et le QPV</p> <p>2.2 Etudier les modalités de contractualisation avec l'ARS</p>
<b>Renforcer la sécurité, la prévention et l'accès au droit</b>	<p>1. Décliner les grands axes de la STSPD sur le quartier du Vert-Bois</p> <p>2. Porter une attention particulière aux problématiques spécifiques repérées sur le Vert-Bois</p>	<p>1.1 Mieux identifier les mineurs et les jeunes majeurs les plus exposés à la délinquance</p> <p>1.2 Mieux repérer les atteintes aux personnes, les violences intrafamiliales et améliorer la prise en charge</p> <p>1.3 Déployer les moyens humains et techniques en les mettant en réseau via les instances de la Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP)</p> <p>1.4 Conforter la réponse judiciaire pour ne pas laisser s'installer les sentiments d'insécurité et d'impunité</p> <p>2.1 Renforcer la présence de proximité en soirée pour les jeunes</p> <p>2.2 Assurer une permanence sociale au sein du commissariat</p>



<b>Lutter contre les discriminations et renforcer l'accès au droit et la citoyenneté</b>	<p>1. Développer l'accès aux droits pour les habitants du QPV par des actions en lien avec la Maison de la Justice et du Droit (MJD)</p> <p>2. Proposer des actions de sensibilisation à l'ouverture interculturelle pour favoriser la mixité et faciliter le vivre-ensemble</p> <p>3. Développer la participation citoyenne</p>	
--	--	--

L'évaluation s'articule aux enjeux du contrat de ville.

Au titre du pilier « cohésion sociale », l'évaluation porte plus particulièrement sur deux axes :

- L'axe « Favoriser le développement éducatif et la réussite scolaire pour tous » sachant qu'en termes d'enjeux il s'agissait de « Réduire les écarts de réussite scolaire en renforçant le partenariat avec l'école », de « Poursuivre les efforts de soutien à la parentalité dès le plus jeune âge »...
- L'axe « Construire un projet social partagé et fédérer les acteurs ». Il s'agissait à la fois de « Développer l'offre de service autour des domaines jeunesse, vie associative, action sociale et personnes âgées » et de « Faciliter l'accès aux services ». A ce titre, il était prévu de « Construire une politique jeunesse adaptée aux enjeux du QPV » mais aussi de « Renforcer, soutenir, structurer la vie associative » ou encore de « Favoriser et accompagner la mobilité ».

Trois questions évaluatives ont été formulées sur cette base :

- Comment l'offre éducative a pu être développée dans le cadre du QPV ?
- Dans quelles mesures les actions menées dans le cadre du contrat de ville ont permis de soutenir la parentalité ?
- Comment l'action publique menée en direction de la jeunesse du QPV prend en compte ses besoins ?

Cette dernière question évaluative et une réflexion plus générale à l'échelle de la Ville ont amené la collectivité à engager un travail de réflexion en inter-acteurs visant à co-élaborer une « politique jeunesse ».

<b>PILIER 2. Cadre de vie et renouvellement urbain</b>		
<b>AXES</b>	<b>ENJEUX</b>	<b>ORIENTATIONS</b>
<b>Poursuivre le développement urbain et la diversification de</b>	<p>1 Affirmer la mutation progressive du cadre bâti du Vert-Bois au bénéfice du logement individuel</p> <p>2 Intervenir prioritairement sur le secteur du centre commercial</p> <p>3 Construire et aménager les</p>	Schéma de préfiguration ANRU2 et signature d'un protocole pluriannuel et partagé.



<b>l'habitat</b>	espaces publics en valorisant le patrimoine naturel du quartier	
<b>Poursuivre la démarche de Gestion Urbaine de Proximité</b>	<p>1 Pérenniser et développer la démarche de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) dans le quartier du Vert-Bois et à l'échelle de la ville</p> <p>2 Favoriser la participation des habitants dans la GUP</p>	<p>Organisation des actions dûes à l'abattement TFPB avec les bailleurs</p> <p>Mise en place et animation de la Maison du Projet.</p>

Au titre du pilier « cadre de vie et renouvellement urbain », l'évaluation porte plus particulièrement sur la gestion urbaine et sociale de proximité. Le contrat de ville prévoyait de « poursuivre la démarche » engagée en pérennisant et développant ce qui était fait et en favorisant la participation des habitants.

La question évaluative vise donc à répondre à l'enjeu suivant :

- En quoi les actions menées ont-elles permises de poursuivre la démarche de Gestion Urbaine de Proximité en direction des habitants ?

<b>PILIER 3. Développement économique et emploi</b>		
<b>AXES</b>	<b>ENJEUX</b>	<b>ORIENTATIONS</b>
<b>Soutenir le développement économique, au profit des habitants du QPV</b>	<p>1. Développer les compétences adaptées au territoire et renforcer les liens entre le monde économique et les acteurs de l'emploi de la formation, de l'éducation pour dynamiser l'entrepreneuriat, rechercher des solutions innovantes et développer les enjeux du numérique</p> <p>2 Développer l'esprit d'initiative et d'entreprise, et pérenniser les outils favorisant la création d'activité dans le QPV</p>	<p>1.1 Mieux communiquer sur les métiers pour lesquels est identifié un manque de main d'œuvre</p> <p>1.2 Soutenir et renforcer les partenariats avec les organismes de formation, les structures de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE), les services publics de l'emploi et l'Education Nationale</p> <p>2.1 Travailler de manière collective à la sensibilisation et à l'esprit d'entreprendre</p> <p>2.2 Encourager le développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)</p> <p>2.3 Promouvoir le dispositif « territoire entrepreneurs » - Zone Franche urbaine (ZFU)</p>
<b>Développer l'emploi et les parcours d'insertion des habitants du QPV</b>	<p>1 Développer la connaissance des publics spécifiques et de leurs besoins, notamment en s'appuyant sur la mise en place d'un observatoire de l'emploi</p> <p>2 Renforcer l'accompagnement et la mobilisation vers l'emploi pour faire face au chômage des seniors et lever les freins d'accès à l'emploi et à la mobilité chez les jeunes</p> <p>3 Construire une offre de formation adaptée, notamment pour les publics de faible niveau de qualification</p> <p>4 Structurer le champ de l'IAE en renforçant l'application des clauses d'insertion et la coordination des dispositifs et partenaires</p> <p>5 Développer l'artisanat</p>	

Au titre du pilier « développement économique et emploi », l'évaluation porte plus particulièrement sur l'orientation portant sur « le développement vers l'emploi et les parcours d'insertion des habitants du QPV ».

La question évaluative vise donc à répondre à l'enjeu suivant :

- En quoi les actions menées dans le champ de l'emploi et du développement économique ont-elles permises de lever les freins à l'emploi ?

## **2. L'évolution de la situation à l'échelle des territoires**

---

La production du rapport évaluatif suppose de faire un point sur la manière dont les territoires ont évolué. Cet aspect vise à appréhender la réalité de la réduction des écarts entre territoires.

En effet, l'article 1 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine précise que « La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle est conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. »

### **L'évolution à l'échelle de l'agglomération**

La Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der & Blaise compte 60 communes réparties sur les départements de la Haute-Marne et de la Marne. Elle représente une population de 58.981 habitants au recensement de la population de 2016 et a pour ville centre Saint-Dizier.

L'analyse produite en 2017 par le conseil régional Grand Est dans le cadre du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) dresse un portrait assez sombre du territoire.

« Entre 1999 et 2008, la Communauté d'Agglomération a perdu plus de 7 % de ses habitants (- 4796) en raison d'un solde migratoire négatif élevé dû à un recul de l'économie industrielle et au phénomène de périurbanisation. Toutefois, le solde migratoire annuel moyen de la Communauté s'est réduit sur la période 2008-2013 [...].

Cette déprise démographique s'est accompagnée d'un vieillissement de la population avec une part des 60 à 74 ans de 17% en 2013, [...], et une population âgée de 15 à 29 ans inférieure de 5% à celle des autres intercommunalités. [...]

Les revenus des ménages sont inférieurs de plus de 22% à la moyenne des 23 agglomérations [du Grand Est]. Le contexte de bassin industriel en profonde mutation favorise des situations de précarité qui concernent principalement la ville centre où les écarts de revenus avec les populations les plus aisées peuvent être importants. [...]

La part des allocataires du Revenu de Solidarité Active, qui atteint 9% en 2013, est supérieure à celle de l'ensemble des 23 agglomérations qui est de 8,7%. [...]

Néanmoins le territoire de la Communauté d'agglomération de Saint-Dizier est attractif et exerce ses fonctions de centralité au bénéfice d'un large territoire rural.

Les déplacements domicile-travail sont largement dominés par Saint-Dizier compte tenu de son influence en tant que pôle de services et d'emploi. [...]

Le taux de chômage s'est accru entre 2008 et 2013 avec des valeurs supérieures à celles de l'ensemble des 23 agglomérations. »

## **L'évolution à l'échelle de la Ville**

**La Ville de Saint-Dizier connaît une évolution plus contrastée.** Entre 2011 et 2016, la population y a légèrement augmentée puisqu'elle est passée de 24.825 habitants à 24.932 habitants.

Elle continue de bénéficier des acquis d'une population jeune (légère augmentation sur cette période) même si dans le même temps elle voit croître la population des 60-74 ans mais de manière moindre qu'à l'échelle de l'agglomération.

La part des ouvriers (qui constitue un des autres éléments marquants du territoire) est très nettement en baisse à l'échelle de Saint-Dizier (passage de 18% à 15.4%) au profit des cadres et professions intermédiaires supérieures.

Le taux de chômage a augmenté (passant de 14.6 à 15.4%) alors que dans le même temps la part des actifs ayant un emploi baissait (53.6 à 51.3).

Le taux de pauvreté y est également particulièrement élevé (26% contre 18.6% au niveau de l'agglomération pour la même période).

## **Les éléments relatifs à l'évolution du quartier**

Dans une agglomération de plus de 60 000 habitants et au sein de la ville de Saint-Dizier qui en compte environ 25 600, **le quartier du Vert-Bois concentre 7 470 habitants**, soit presque un tiers de la population de Saint-Dizier.

Le Vert-Bois est un quartier à vocation résidentielle, celle-ci est dominée par le logement locatif social à hauteur de 73,3% (31,6% sur l'agglomération). Le taux de vacance y est de 18,7% (12,9% sur l'agglomération).

Les opérations de renouvellement urbain qui ont concerné le quartier depuis 1990 permettent progressivement de gommer l'image négative dont souffre le quartier.

Le PRU 2017-2024 a pour but d'intensifier la diversification de l'habitat (davantage de logements individuels), de poursuivre les démolitions et de maintenir ou sécuriser les parcours résidentiels même hors quartier.

Ainsi pour la période 2017-2018, ce n'est pas moins de 80 logements qui ont été détruits (immeuble Gentiane) et 24 accessions sociales à la propriété qui ont été réalisées par les bailleurs (7 au Vert-Bois et 17 au Grand Lachat).





Les opérations menées, qui s'inscrivaient dans une logique de dé densification, ont entraîné une forte baisse du nombre d'habitants. Entre 1999 et 2013, la population du Vert-Bois a quasiment été réduite de moitié (-43%).

Population du quartier du Vert Bois	1999	2007	2013
	13148	9 656	7 470

Ce quartier, en dépit des profondes mutations urbanistiques qu'il a connu liées au programme de rénovation urbaine (2004-2014), reste marqué par de nombreuses fragilités.

Les évolutions relevées à l'échelle de la ville et de l'agglomération affectent également le quartier du Vert-Bois.

Dans le même temps, les données du recensement de la population de 2015 (portant sur la période 2013 à 2017)<sup>4</sup> montrent que le quartier du Vert Bois reste marqué par des caractéristiques sociodémographiques spécifiques par rapport au reste de la Ville de Saint Dizier et à l'Agglomération.

Indicateurs	CA Saint Dizier Der Blaise	Saint Dizier	QPV Vert Bois		Source
<b>DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUE</b>					
<b>Nb habitants 2013</b>	<b>60 168</b>	<b>25 626</b>	<b>7 470</b>		<b>RP 2013</b>
<b>Part QPV (en %)</b>	<b>12,4</b>	poids	29,2		
Part pop 0-24 ans (en %)	28,8	29,3	36,7		RP 2010
	27,9	28,8	34,7		RP 2015
Part pop 60 ans et plus (en %)	25,5	25,4	18,1		RP 2010
	28,0	27,1	21,6		RP 2015
Indice jeunesse	0,9	0,9	1,6		RP 2010
	0,8	0,8	1,3		RP 2015
Part étrangers (en %)	3,7	5,6	12,9		RP 2010
	3,1	6,2	12,5		RP 2015

Source : RP INSEE 2010-2015

Il demeure un quartier plus jeune que le reste du territoire. Les moins de 25 ans représentent, en dépit d'un processus de vieillissement de la population relevé sur

<sup>4</sup> Ces données fournies par l'INSEE sont les plus récentes à l'échelle du Quartier du Vert-Bois.

ce quartier comme sur l'ensemble de la ville, 34.7% de la population du quartier (28.8% à l'échelle de la Ville).

L'indice jeunesse pour le quartier du Vert-Bois reste à un niveau supérieur à celui de la ville (1.3 contre 0.8) mais c'est un taux relativement bas comparé à d'autres territoires comparables en politique de la ville sur le Grand Est.



Ville	Nb habitants	Indice jeunesse Ville	QPV	Indice Jeunesse QPV
Schiltigheim (67)	31 767	1,22	QPV Quartiers Ouest	1,7
Vandœuvre-lès-Nancy (54)	29 923	1,23	QPV Haussonville - Les nations	1,5
Illkirch-Graffenstaden (67)	26 605	0,89	QPV Libermann	1,3
Saint-Dizier (52)	25 182	0,83	QPV Vert-Bois	1,3
Épernay (51)	23 169	0,84	QPV Bernon	2,1
Chaumont (52)	22 333	0,74	QPV Rochotte	1,9
Forbach (57)	21 639	0,89	QPV Wiesberg Hommel	1,4
Sarreguemines (57)	21 236	0,75	QPV Veille ville et ville haute	1,8

Source RP 2015

Indice jeunesse : part des moins de 20 ans sur les plus de 60 ans

C'est également un quartier qui compte une présence étrangère deux fois plus importante que celle relevée à l'échelle de la ville et quatre fois qu'à celle de l'agglomération.

La part des ménages isolés y est élevé, plus importante qu'à l'échelle de la ville et de l'agglomération et de plus elle croit plus fortement qu'à ces deux échelles.

	CA Saint Dizier Der Blaise	Saint Dizier	QPV Vert Bois		Source
<b>SITUATION FAMILIALE</b>					
Part ménages 1 personne (en %)	35,5	41,7	43,5		RP 2010
	34,5	42,2	47		RP 2015
Part des familles monoparentales (en %) parmi les allocataires CAF	15,9	17,3	17,8		CAF 2017
	ND	17,2	18,2		CAF 2014
Taux scolarisation 15-24 ans	52,9	50,3	43,2		RP 2010
	54,4	50,7	47,2		RP 2015
Part des 16-25 ans non scol et sans emploi	ND	ND	35,8		RP 2015



Source : RP INSEE 2010-2015 et CNAF 2014 et 2017

Une des évolutions positives constatées concernent le taux de scolarisation des 15-24 ans (47.2%) qui, quoique toujours en-deçà du niveau de la ville et de l'agglomération, est en nette augmentation.

Cette évolution s'inscrit dans un contexte où le taux de pré-scolarisation (2-5 ans)<sup>5</sup> est par ailleurs élevé à l'échelle du territoire et s'améliore dans le temps. Il était de 70.6 en 2014 et à 74.4 en 2016 pour un taux de 72.5 à l'échelle de la commune dans son ensemble.





Pour autant cette forte pré-scolarisation ne semble pas constituer un élément suffisant pour « protéger » une partie des jeunes. En effet la part des jeunes de 16-25 ans non scolarisés et sans emploi est préoccupante (35,8%).

D'ailleurs, les données disponibles font apparaître une situation dégradée par rapport à l'emploi et qui s'est aggravée (comme à l'échelle de la Ville).

Indicateurs	CA Saint Dizier Der Blaise	Saint Dizier	QPV Vert Bois		Source
<b>EMPLOI</b>					
Taux emploi des 15-64 ans	57,2	53,5	37,0		RP 2010
	57,8	51,1	35,3		RP 2015
Taux emploi des femmes (15-64 ans)	51,1	46,7	28,5		RP 2010
	52,5	45,3	27,2		RP 2015

Source : RP INSEE 2010-2015

De fait le taux d'emploi y est très bas (35.3%) et en particulier pour les femmes (27.2%).

Rapport à l'emploi - Demandeurs d'emploi en Fin de Mois (DEFM)	Période	CA Saint Dizier Der Blaise	Saint Dizier	QPV Vert Bois	Poids QPV/Ville
<b>Nb DEFM (toutes catégories)</b>	fin 2018	<b>5942</b>	<b>2976</b>	<b>1147</b>	38,54%
	fin 2014		3255	1338	41,11%
Evolution			-279	-191	
Evolution (%)			-9%	-14%	
<b>Nb DEFM (cat ABC)</b>	fin 2018	<b>5233</b>	<b>2685</b>	<b>1036</b>	38,58%
	fin 2014		2890	1199	41,49%
Evolution			-205	-163	
Evolution (%)			-7%	-14%	
<b>Nb DEFM (cat ABC) - &lt; 26 ans</b>	fin 2018	<b>866</b>	<b>387</b>	<b>131</b>	33,85%
	fin 2014		467	285	61,03%
Evolution			-80	-154	
Evolution (%)			-17%	-54%	
<b>Nb DEFM (cat ABC) CLD (plus de deux ans)</b>	fin 2018	<b>1643</b>	<b>851</b>	<b>331</b>	38,90%
	fin 2014		805	434	53,91%
Evolution			46	-103	
Evolution (%)			6%	-24%	

Source : Pôle Emploi - Dares, Demandeurs d'emploi en Fin de Mois entre fin 2014 et fin 2018

<sup>5</sup> Données disponibles à l'échelle des iris (données INSEE infra-communales), celles en lien avec le QPV.



Des données plus récentes relatives aux demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) font état d'une baisse des personnes inscrites auprès de Pôle Emploi.

Pour autant les demandeurs d'emploi sont proportionnellement plus nombreux sur le quartier du Vert-Bois (38.5% des DEFM de Saint Dizier résident sur le quartier).

Plus globalement les données relatives aux allocataires CAF à fin 2017 soulignent des vulnérabilités qui se maintiennent. Le taux de pauvreté y atteint 48.8%.

Situation de précarité - Allocataires CAF	Période	CA Saint Dizier Der Blaise	Saint Dizier	QPV Vert Bois	Poids QPV/Ville
Nb allocataires CAF	fin 2017	10840	5906	2534	42,91%
	fin 2015	8234	5684	2488	43,77%
	Evolution	2606	222	46	
Nb alloc CAF - AAH	fin 2017	1727	1155	508	43,98%
	fin 2015	1369	1100	483	43,91%
	Evolution	358	55	25	
Nb alloc CAF - RSA socle	fin 2017	1742	1229	689	56,06%
	fin 2015	1671	1348	751	55,71%
	Evolution	71	-119	-62	
Nb alloc dépendant à 50% des allocations CAF	fin 2017	3263	2272	1184	52,11%
	fin 2015	2744	2248	1161	51,65%
	Evolution	519	24	23	
Nb allocataires dépendant à 100% des allocations CAF	fin 2017	1837	1312	694	52,90%
	fin 2015	1552	1295	691	53,36%
	Evolution	285	17	3	

Source : Données CNAF - Allocataires fin 2017 et fin 2015

Le quartier reste marqué par une présence importante de public présentant des vulnérabilités :

- 44% des allocataires bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) résident sur le quartier du Vert-Bois,
- 56% des bénéficiaires du RSA socle
- 52% des allocataires dépendant à 50% ou à 100% des allocations de la CAF.

De plus ce processus de concentration s'est renforcé entre fin 2015 et fin 2017.

## Une situation qui s'améliore partiellement

A l'occasion du diagnostic établi au moment de la signature du contrat de ville les acteurs locaux avaient mis en avant plusieurs problématiques :

- le vieillissement de la population,

- l'importance des femmes seules avec ou sans enfants,
- des phénomènes de repli sur soi et d'isolement d'une fraction de la population la plus précarisée.

Dans le même temps, les partenaires avaient souligné des dynamiques encourageantes du fait de la requalification urbaine qui redonne un sentiment d'appartenance positive aux habitants même si l'image du quartier tarde à évoluer dans le même sens.

Ils avaient également mis en avant une nette amélioration de la tranquillité publique dans un quartier qui a connu des périodes troublées (trafics avérés et fortes nuisances, phénomènes d'émeute urbaine en 2007, etc.).

Ce constat d'amélioration du cadre de vie est toujours d'actualité lors d'entretiens menés avec les acteurs du contrat de ville en 2015-2016. Dans le même temps ces acteurs mettaient en avant le risque d'un « quartier à deux vitesses ». En effet la partie nord a moins directement bénéficié des transformations, de ce fait le ressenti d'abandon est encore plus fort.

Malgré ces transformations, sur le plan social, le quartier du Vert Bois est marqué par une forte concentration d'interventions sociales et judiciaires. La forte présence des moins de 20 ans dans la population du quartier est susceptible d'expliquer partiellement ce phénomène.

Sur ce dernier point, les acteurs sollicités à l'occasion de l'évaluation à mi-parcours font état d'une situation sociale qui évolue peu (« peu d'évolutions au niveau de nos prises en charge judiciaires »), voir qui se dégrade.

Globalement, il est fait état d'un maintien des situations de vulnérabilité et le renforcement des situations de pauvreté. Pour autant certains acteurs soulignent la présence d'une population plus diversifiée liée aux nouvelles formes d'habitat, liées à la rénovation urbaine, favorisant la mixité sociale.

Certains dénoncent néanmoins le maintien des problèmes d'accès à l'emploi, voire leur renforcement, ainsi que les situations de délinquance. Ces difficultés d'emploi expliqueraient notamment le départ des jeunes.

Ceux qui restent rencontreraient des difficultés accrues : « population assignée à résidence », n'ayant que peu de choix, isolée et vieillissante.

Plus globalement, et au-delà d'une perception positive et partagée quant à l'amélioration sur le plan urbanistique du fait de la rénovation urbaine, les acteurs font état d'un ressenti d'inefficacité des actions menées en direction des habitants. Elle résulterait d'une trop faible implication de ces derniers. D'autres mettent en avant la possible inadaptation des actions par rapport aux attentes des habitants. La question de l'information ne semble pas être en jeu (« je constate que les jeunes sont informés des multiples actions mises en place »).

Pour y faire face certains mettent en avant la nécessité d'un meilleur travail entre partenaires. « Des initiatives intéressantes menées, mais il semble nécessaire de renforcer l'interaction entre les différents intervenants pour renforcer les effets auprès des habitants. »

Or le contexte n'apparaît pas comme le plus favorable au développement de projets partenariaux. Certains acteurs regrettent les difficultés de construction du projet social suite à la fusion entre la MJC et le centre social.

## **Enjeux récurrents**

Les données disponibles font apparaître un quartier qui continue à présenter un profil socio-démographique atypique de ses habitants en dépit d'une amélioration du cadre de vie.

De ce fait les actions à mener au bénéfice des habitants et habitantes du Quartier du Vert-Bois nécessitent de tenir compte de ces singularités : une population fortement en baisse et une vacance élevée (perte d'attractivité), une population où la part de jeunes reste plus élevée que sur le reste du territoire mais aussi en même temps des habitants qui vieillissent, un rapport à l'emploi marquée par la précarité, une augmentation des situations de pauvreté monétaire et de vulnérabilité sociale.

### 3. La gouvernance et l'ingénierie

---

La gouvernance du contrat de ville fixe un cadre qui :

- vise à créer les conditions d'association à la mise en œuvre de la politique de la ville de l'ensemble des signataires par le biais de comités de pilotage (départemental et local)
- accorde une attention forte à la participation citoyenne (cf. chapitre 4 sur la participation citoyenne)
- cherche à renforcer les articulations entre les différents volets (urbain, économique et social).

Elle s'appuie par ailleurs sur une ingénierie chargée de l'animation du contrat et des instances techniques ainsi que sur des porteurs de projets qui mettent en œuvre des actions au bénéfice des habitants du Vert-Bois.

#### Mise en œuvre en 2017 et 2018

##### Sur le plan de la gouvernance

Le contrat de ville est encadré par un **comité de pilotage** réunissant la Communauté d'Agglomération et l'Etat et est placé sous la présidence conjointe du président de l'agglomération et le sous-préfet.

En 2017 et 2018, le comité de pilotage local s'est réuni à quatre reprises pour traiter la programmation annuelle, faire un point d'étape en milieu d'année, en y associant l'Education Nationale à l'occasion d'un comité spécifique portant sur le Programme de Réussite Educative (PRE) et lors de la réunion annuelle du Contrat Local de la Prévention de la Délinquance.

Le **comité technique** est composé des techniciens de l'agglomération en charge des domaines urbains et économiques, ainsi que ceux des services déconcentrés de l'Etat. Une réunion est organisée, chaque année, au cours du premier trimestre, pour étudier la programmation annuelle.

Début 2018, le comité technique a invité les porteurs de projets à venir leur présenter leurs actions ; ainsi des échanges entre les partenaires ont pu être abordés pour développer leurs projets et parfois réfléchir à des manques non couverts sur le territoire.

##### Sur le plan du pilotage technique et l'ingénierie

Un **service politique de la ville** a été créé au sein de l'agglomération avec un **responsable**, qui assure la coordination et l'animation du contrat et des dispositifs liés à la politique de la ville.

Par ailleurs des **moyens humains complémentaires, deux agents** au sein du service politique de la ville, sont mobilisés pour mener à bien certains dispositifs. Les missions d'ingénierie spécifiques aux dispositifs du Programme de Réussite

Educative (PRE) et de la prévention de la délinquance sont financées par les crédits de la politique de la ville.

Pour les projets concernant l'urbanisme et le cadre de vie, ainsi que l'insertion et l'emploi, **une ingénierie spécifique a été mis en place** portée par deux chefs de projets. Dans un souci de transversalité et afin de faire levier sur le droit commun elle est placée auprès des services thématiques.

Le chapitre gouvernance du Contrat de Ville prévoit également que l'animation du contrat de Ville s'appuie sur le fonctionnement de **commissions thématiques** par pilier ; il s'est agi plutôt de mettre en place des comités de suivi multipartenaires par action. C'est plus particulièrement le cas pour le PRE et la prévention de la délinquance.

### **Par rapport à la mise en œuvre de projets**

La mise en œuvre des actions au profit des habitants repose sur un **appel à projet annuel**.

Dans ce cadre, les associations peuvent se porter candidates et déposer un projet qui s'inscrit dans les orientations du Contrat de Ville. Pour être recevable, chaque projet doit s'adresser aux habitants du quartier du Vert-Bois et traiter en priorité des axes stratégiques du Contrat de Ville.

Le contrat de ville impose aux porteurs de projet une méthodologie basée sur le multi-partenariat et la mobilisation des politiques publiques de droit commun ; cette approche spécifique à la politique de la ville et les délais imposés par le fonctionnement en appel à projet annuel empêche parfois d'aboutir à une mise en œuvre des actions et à l'atteinte des résultats attendus.

Cependant la souplesse du fonctionnement et les échanges entre les partenaires mais aussi le suivi apporté sur le terrain par des techniciens dédiés permettent d'accompagner les porteurs de projets.

Rappelons qu'en 2015, l'appel à projets a été lancé au troisième trimestre compte tenu de la signature du contrat de ville en juin 2015. Le Comité technique du Contrat de Ville s'est réuni le 2 septembre 2015 pour instruire les dossiers et le Comité de pilotage a statué en sa séance du 8 septembre 2015.

Du fait du démarrage du Contrat, plusieurs études de définition ont été lancées. Elles étaient destinées à tracer le cadre d'actions de certaines thématiques (Etude sur la définition du positionnement stratégique de la communauté d'agglomération en matière d'insertion professionnelle, intégrée au développement économique, assortie de propositions d'actions ; Définition d'un projet éducatif, culturel, social à destination de la jeunesse et des familles du quartier du Vert-Bois).

Pour 2016, l'appel à projet a été envoyé aux partenaires le 16 décembre 2015. Le comité technique s'est réuni le 11 février 2016 pour instruire les dossiers, émettre les avis et approfondir les problématiques. Le comité de pilotage a statué en sa séance du 22 février 2016.

En 2017 et 2018, les **appels à projet** ont été signés début décembre et envoyés aux différents partenaires et opérateurs.

Des réunions de présentation collectives par pilier ont ensuite été proposées soit en fin d'année, soit en début d'année suivante. Elles ont pour finalité d'expliquer et de réaffirmer les orientations prioritaires de la programmation à venir ; mais aussi visent également à échanger avec les partenaires afin de réorienter leurs projets si besoin.

En 2018, une réflexion a été engagée quant à la nécessité de renforcer l'accompagnement méthodologique aux porteurs de projets.

Afin de pérenniser le fonctionnement, le comité de pilotage a proposé de mettre en place des conventions pluriannuelles pour les partenaires qui proposaient des projets structurants ; elles bénéficient à cinq structures jusqu'en 2019.

Le contrat de ville de Saint Dizier permet aux porteurs de projet de **déposer des actions dans le champ de l'innovation sociale et de l'expérimentation** afin de répondre à des besoins non couverts sur le territoire.

Le comité de pilotage soutient et accompagne ce fonctionnement, mais parfois les projets n'aboutissent pas pour différentes raisons et sont reportés l'année suivante pour être retravaillés, réorientés sur un portage de droit commun ou annulés faute de solutions adaptées.

Neuf projets ont été soutenus en 2017 et 11 en 2018<sup>6</sup>.

## **Des modalités de pilotage et d'intervention au service de l'action ?**

Le cadre posé par le contrat de ville en 2015 repose donc sur des instances visant à fixer collectivement les axes d'intervention et les orientations prioritaires annuellement mais aussi sur la mise à disposition de moyens pour faire vivre le contrat de ville.

La mise en œuvre d'actions visant à améliorer le cadre de vie et les conditions de vie des habitants reposent donc sur une gouvernance et une ingénierie efficaces et sur la mobilisation de porteurs de projets.

Dans le cadre de la démarche évaluative il s'agissait d'étudier si « **les modalités de travail entre partenaires et avec les porteurs d'actions constituent un atout dans la mise en œuvre des enjeux du contrat de ville ?** »

Le terme d'atout peut être entendu de plusieurs manières. On sait qu'une articulation entre les actions peut garantir une optimisation des actions au bénéfice des habitants, tout comme une connaissance suffisante du territoire et un travail

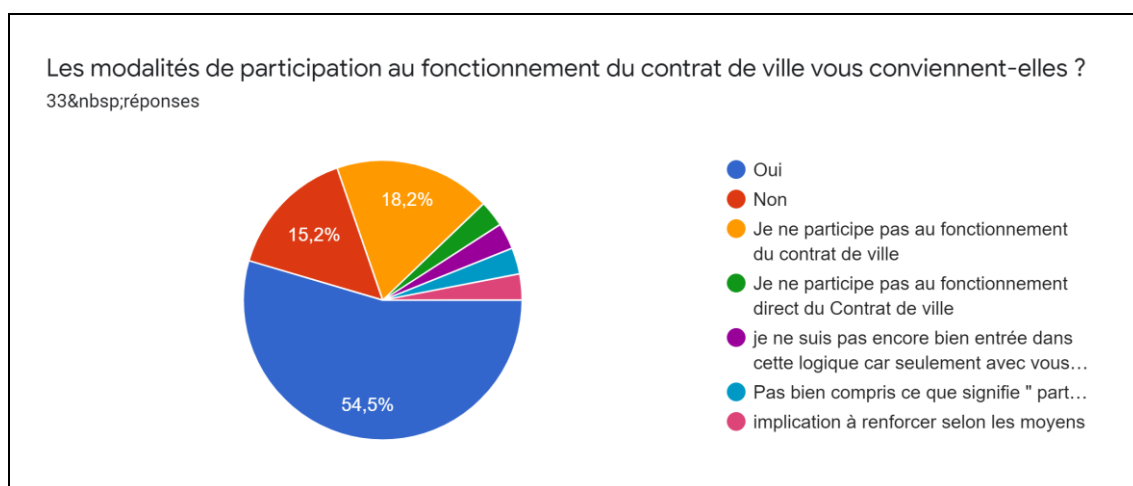
---

<sup>6</sup> Cf. leur présentation en page 28

effectif entre acteurs permettant de répondre à l'ensemble des « besoins » et/ou à lever les freins.

L'enquête menée en direction des partenaires du contrat de ville dans le cadre de la démarche évaluative souligne un **certain nombre d'insatisfactions quant aux modalités de participation**.

En effet, seulement un acteur sur deux considère que les modalités de participation au fonctionnement du contrat de ville leur conviennent. 15% considèrent que ce n'est pas le cas. Et environ un tiers ne participent pas actuellement au fonctionnement du contrat de ville.



La très grande majorité d'entre eux (93%) s'accorde sur la nécessité de renforcer le partenariat, sachant qu'ils sont dans une logique partenariale entendue au sens très large.

Les manques identifiés sont les suivants (par ordre d'importance) :

- une participation active des habitants
- une participation renforcée des porteurs d'actions
- des réunions plus régulières
- des réunions plus stratégiques.

Cette participation plus explicite passe certes par des réunions mais relevant de logiques partenariales effectives. Elles doivent permettre non seulement de présenter les actions portées par les uns-es et les autres mais surtout de construire des contenus en commun (à l'occasion d'ateliers thématiques), de s'assurer que ces contenus soient en adéquation avec l'environnement local (logique de cohérence et de complémentarité) et les attentes des habitants eux-mêmes.

L'analyse du fonctionnement des instances existantes a été menée au prisme de ces attentes.

Le fonctionnement des comités de pilotage centré sur la validation de la programmation annuelle des actions ne constitue pas, de fait, un espace permettant de répondre à cette volonté. Dans les faits le rôle du comité de pilotage se limite à valider une programmation annuelle d'actions.



Le fonctionnement des comités techniques a connu des évolutions au fil des années avec une ouverture plus forte aux porteurs de projets. Cet aspect est d'ailleurs un élément majeur à souligner.

Les commissions thématiques sont insuffisamment mises en place et ciblent surtout la réussite éducative et l'emploi.

Depuis 2015, date de la signature du contrat de ville, de nombreux efforts ont été fait :

- pour renforcer la place et le rôle des porteurs de projets (réunion de présentation collectives des projets par thématique)
- pour permettre un accompagnement plus adapté (renforcement des démarches d'accompagnement des porteurs de projets, développement du financement d'actions innovantes et d'expérimentation)
- pour renforcer les moyens d'intervention (mise en place de financements pluri-annuels, organisation de l'appel à projets en fin d'année N-1 afin de donner plus de temps aux porteurs de projets)
- mais aussi pour soutenir des actions innovantes.

Malgré ces efforts les attentes restent fortes par rapport aux porteurs de projets en particulier en termes d'accompagnement, de soutien (financiers et méthodologiques). Ils demandent que leurs points de vue soient plus souvent sollicités.

Sur le plan de l'appel à projets, le questionnaire fait état de points de vue très diversifiés.

L'appel à projet est plébiscité parce qu'il « permet à tout acteur de proposer des actions ». Pour autant « il faudrait proposer plusieurs modes de financement » pour mieux répondre à la diversité du profil des porteurs de projets mais aussi des projets eux-mêmes. Certains rappellent l'importance de le « compléter avec d'autres modalités de financement sur la durée ».

Or depuis 2017, dans le cadre du contrat de ville, cinq structures bénéficient de conventions pluriannuelles d'objectifs dans le cadre de projets structurants.

Les signataires du contrat de ville considèrent :

- que certaines associations ne s'inscrivent que dans une logique financière,
- que l'implication des porteurs de projet doit être renforcée notamment en terme de retours, de bilans sur les actions menées et leurs impacts.

## **Pistes de progrès**

Le contrat de ville a vocation à structurer un véritable projet pour les habitants du Vert-Bois, qui ne peut se réduire à une programmation annuelle d'actions ponctuelles, souvent peu reliées entre elles, et quel que soit par ailleurs la qualité de ces actions.

Dans cette perspective plusieurs pistes ont été identifiées :

- Renforcer la dimension stratégique des comités de pilotage, en s'appuyant sur une analyse actualisée du territoire et de ses évolutions, en faisant un

point d'étape sur les documents annexes du contrat de ville (stratégie de prévention de la délinquance, plan de lutte contre les discriminations, plan de prévention de la radicalisation, charte relative à la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité...).

- Co-construire les appels à projets autour de priorités identifiés au niveau des signataires du contrat de ville (notamment entre l'Etat et l'agglomération).
- Assurer des articulations entre politiques publiques ayant des liens avec le contrat de ville (FIPD, la MILDECA, les adultes-relais, le CLAS...), par une participation aux instances et une réflexion commune sur les priorités ainsi que le financement des actions.
- Soutenir conjointement (y compris sur la base de financements distincts : spécifiques et de droit commun) des projets de développement structurants pour le territoire et pour les habitants.
- Maintenir et renforcer le soutien aux porteurs de projets par des financements dédiés (innovation, expérimentation), par des accompagnements renforcés dans une logique de renforcement de leur professionnalisation, par une simplification administrative et, plus globalement par la mise en place d'un fonctionnement en mode projet (supposant des engagements de part et d'autre).
- Disposer d'espaces de travail partagé et thématiques notamment par la mise en place des commissions thématiques ou le maintien de celles existantes, éventuellement en les ouvrant aux habitants, usagers et bénéficiaires d'actions.

## 4. Participation citoyenne

---

Les conseils citoyens ont été instaurés par la Loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine dans l'ensemble des quartiers prioritaires afin *de conforter les dynamiques citoyennes existantes et de garantir les conditions nécessaires aux mobilisations citoyennes en favorisant l'expertise partagée, en garantissant la place des habitants dans toutes les instances de pilotage, en créant un espace de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants*<sup>7</sup>.

La loi prévoit la mise en place d'un conseil citoyen par quartier prioritaire.

### Un conseil citoyen en « sommeil »

Le Conseil citoyen du quartier du Vert-Bois a été mis en place dès mars 2015. Il est constitué de deux collèges (un collège habitants et un collège associations et acteurs du territoire), chacun composés de 6 personnes dans le respect de la parité.

En 2017, l'agglomération a demandé l'appui de l'ORIV pour accompagner les membres. Ils se sont réunis à deux reprises au sein des locaux de l'Espace Bragard situé au sein du Vert-Bois.

En 2017, il a été défini de travailler prioritairement sur les thématiques suivantes :

- Les transports et les déplacements, dans le QPV et dans la ville
- Les commerces et services de proximité
- La sécurité

Mais le fonctionnement a très vite rencontré des difficultés notamment du fait de ses limites organisationnelles. Il s'agit en effet d'un groupe informel, dont l'animation reste confiée pour l'instant à l'agglomération via la responsable du service politique de la ville, en accord avec tous les membres.

Le portage du conseil citoyen ainsi que son animation doivent être confiés à un tiers pour permettre son fonctionnement optimum. En 2017, il avait été convenu de confier la coordination et l'animation du conseil au centre social et de prévoir la création d'un poste (sous statut d'adulte-relais) pour en assurer la mission.

En 2018, la première expérience n'étant pas concluante, le conseil a été mis en suspens, notamment à cause de la restructuration de la structure mais aussi de l'organisation des missions confiées à l'agent. L'agglomération réfléchit à une coopération entre les membres du conseil citoyen et le conseil consultatif du centre social.

---

<sup>7</sup> Cf. Cadre de référence des conseils citoyens, 2014, CGET : <http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/cadre-de-reference-conseils-citoyens.pdf>

Le conseil citoyen ne s'est pas réuni depuis janvier 2018. Même si des membres représentatifs sont sollicités pour participer ponctuellement à des réunions de présentation selon les avancés des projets, cela reste occasionnel.

L'instance est en sommeil, en attente du recrutement d'un adulte-relais au centre du centre socioculturel pour assurer l'animation et l'accompagnement des membres. De nouveaux membres devront être intégrés au conseil citoyen pour permettre de le faire vivre, aux côtés de celles et ceux qui se sont investis depuis le démarrage, de le rendre plus opérationnel et représentatif.

## **Création de la Maison du Projet**

La Maison du Projet, inscrite dans le cadre de la démarche de rénovation urbaine, a été inaugurée en juin 2019 au sein du centre socioculturel. A cette occasion, la charte de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité et les conventions d'abattement TFPB<sup>8</sup> ont également été signées.

Une exposition de présentation du NPNRU ainsi que des portraits des habitants ont été spécialement créés pour l'occasion.

Celle-ci accueillera à terme le siège du conseil citoyen et un agent dédié sera recruté pour assurer l'accueil et le suivi des actions dévolues aux projets urbains mais aussi éducatifs et d'animation ; il aura également la charge d'assurer le soutien aux membres du conseil citoyen.

## **Une volonté d'implication plus forte des habitants**

Au-delà du travail à mener sur le fonctionnement du conseil citoyen afin d'assurer une effectivité de son action, la démarche évaluative a fait émerger une demande de renforcement du lien aux habitants et habitantes.

Cela passerait par une écoute renforcée « des besoins des jeunes comme des familles et habitants par la Médiation Nomade qui permet des échanges et des partages en intergénérationnel et entre divers groupes sociaux et responsables », des rencontres plus fréquentes avec les associations / acteurs du territoire, via des « espaces d'expression collective et solidaire ».

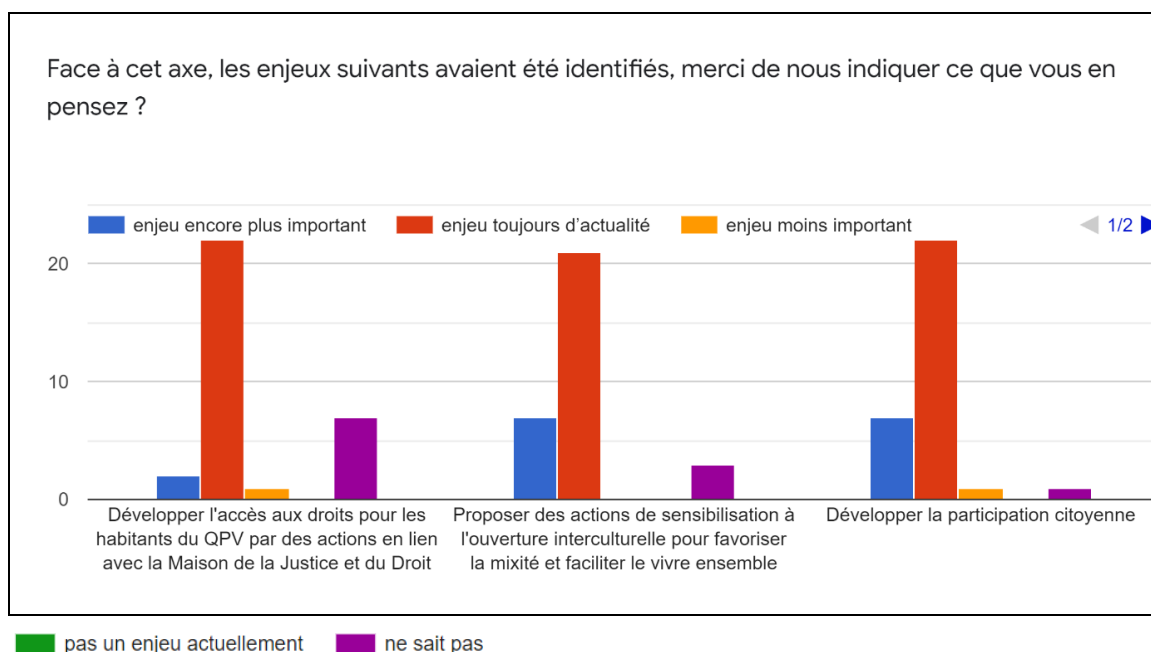
La dimension « participation citoyenne » reste un enjeu important à l'échelle du territoire (cf. graphique page suivante) avec une attention particulière portée aux jeunes et aux femmes. Elle ne repose pas seulement sur le fonctionnement du conseil citoyen. Elle suppose aussi de lever les freins à l'accès aux droits (développer l'accès aux structures existantes comme la Maison de la Justice et du Droit) et de lutter contre les discriminations.

Il s'agit également de proposer des espaces pour construire ce lien entre habitants et entre habitants et professionnels (cf. partie relative à l'Espace Bragard). Il s'agit de « mobiliser les habitants pour qu'ils deviennent des acteurs de la vie de leur

---

<sup>8</sup> Cf. partie 8

quartier et de la ville dans les domaines variés : environnement, culture, sport, etc ».



## 5. Analyse des programmations 2017 et 2018

### Les actions menées dans le cadre des programmations 2017 et 2018

Depuis la mise en place du contrat de ville se sont une trentaine de structure (associations majoritairement) qui déposent des projets dans le cadre de l'appels à projet afin de bénéficier de moyens pour mettre en œuvre des actions au bénéfice des habitants et habitantes du quartier du Vert-Bois.

Le tableau ci-dessous rend compte des actions financées au titre des années 2017 et 2018. Une grande partie des acteurs ont proposés des actions en 2017 et en 2018, parfois dans une logique de reconduction. Certaines associations émergent également pour la première fois au contrat de ville.

Porteurs	Actions 2017	Actions 2018
<b>AERO CLUB ROBINSON</b>	Donner des ailes à votre avenir	Donner des ailes à votre avenir
<b>Association d'Aide aux Justiciables (ADAJ)</b>	Aide aux victimes d'infractions pénales	Aide aux victimes d'infractions pénales
	Pérennisation Intervenant social au commissariat de police Saint-Dizier	Pérennisation Intervenant social au commissariat de police Saint-Dizier
<b>Agglomération SAINT-DIZIER DER ET BLAISE</b>	Incubateur de projets	Incubateur de projets
	Fonds de participation des habitants	Fonds de participation des habitants
	Accompagnement par l'ORIV	Accompagnement par l'ORIV
	Poste de coordonnateur prévention – sûreté	Poste de coordonnateur prévention - sûreté
<b>Ateliers Vallée de la Marine (AVM)</b>	Chantier insertion	Chantier insertion
<b>Association de Formation Pour Adultes (AFPA)</b>	Flashs métiers	Femmes, bricoleuses et autonomes
		Ateliers de mobilité
<b>Association Enquête et Médiation (AEM)</b>	Médiation familiale	
	Lieu d'Accueil Enfants Parents	
<b>Association Haut-Marnaise pour les Immigrés (AHMI)</b>	Ateliers de proximité sociolinguistique	Ateliers de proximité sociolinguistique
	Accès aux droits /Aides aux démarches / Ecrivain public	Accès aux droits /Aides aux démarches / Ecrivain public

	Atelier de proximité, lien social	Atelier de proximité, lien social
<b>AQGL</b>	Education citoyenne	Atelier culture et expression artistique
<b>Archéolonna</b>	Je découvre mon patrimoine archéologique : je sais d'où je viens, je sais où je suis, je sais qui je suis	Je découvre mon patrimoine archéologique : je sais d'où je viens, je sais où je suis, je sais qui je suis
<b>CANOPE</b>		Impulser des actions pour lutter contre les inégalités : agir et réagir par le jeu!
		Impulser des actions pour lutter contre les inégalités : réfléchir et se former par des ateliers de créativité
		Maïf Tour
<b>Centre Communal d'Action Sociale CCAS</b>	Programme de Réussite Educative	Programme de Réussite Educative
<b>Centre Opérationnel de Préparation à l'Emploi (COPE)</b>		Ateliers de préparation à l'emploi
<b>Comité de Bassin d'Emploi (CBE)</b>	Atelier socio linguistique : ASL DUO	
	DUO des savoirs	
<b>Conseil Départemental de l'Accès aux Droits</b>	Rencontres annuelles Ciné Justice	Rencontres annuelles Ciné Justice
<b>Coopération Industrielle et Sociale pour le Développement du Territoire 52 (CIS DT 52)</b>	Accompagner la création d'une entreprise dans le domaine de l'économie circulaire	
<b>Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles 52 (CIDFF 52)</b>	Permanences juridiques	Permanences juridiques
	Accompagnement des familles en grande difficulté	Accompagnement des familles en grande difficulté
<b>Centre Permanent d'Initiative à l'Environnement (CPIE) du PAYS DE SOULAINES</b>	Découverte de la biodiversité du quartier du vert bois	
<b>Club Léo Lagrange</b>	Jeunes en mouvement	Jeunes en mouvement
	Animations sociales de proximité	
<b>L'Espace Bragard</b>	Café parent	Séjour d'été
	Inser'Sport	
	Le Repair'Café	
<b>FAB LAB</b>		Découverte et sensibilisation aux métiers technique à destination des jeunes issus de la mission locale de Saint-Dizier
<b>INITIALES</b>		Lire et écrire à Saint-Dizier, une contribution à la lutte contre l'illettrisme



		Ateliers d'expression et de communication en français, une voie d'accès à l'autonomie, à la culture et à la citoyenneté
<b>Les Petits Débrouillards</b>	Déploiement de la campagne "Etre humain, vivre ensemble" sur le quartier du vert-bois	
<b>Maison pour un Accueil Solidaire</b>		Ateliers cuisine et restauration solidaire
<b>REP+ - Collège Anne Frank</b>	La relaxation au service de l'apprentissage	La relaxation au service de l'apprentissage
		Le théâtre en éducation prioritaire : regarder et pratiquer
<b>Saint-Dizier Basket</b>		Renforcer la présence de proximité (animer le quartier)
<b>TREMLIN 52</b>		Projet d'insertion autour des métiers de la logistique avec la Banque Alimentaire
<b>Ville de Saint Dizier</b>	Permettre aux enfants de 5 à 8 ans d'accéder aux APS	Stages ados été
	Stages ados été	
	Camps sportifs pour les 13 - 18 ans	
<b>L'Espace Bragard et Association de Quartier du Grand Lachat (AQGL)</b>	Aide aux devoirs	Aide aux devoirs

En 2017, 59 dossiers ont été étudiés et 36 ont reçu un avis favorable pour une enveloppe annuelle de 598 000€.

Ainsi 23 dossiers n'ont pu être retenus :

- 3 ont été réorientés vers le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD),
- 7 n'avaient pas eu l'accord préalable ou l'agrément des institutions pour lesquelles ils avaient déposés un dossier,
- et pour les autres, il s'agissait de demande de financement relevant plus du fonctionnement de l'association ou de demande de subvention de droit commun.

En juillet 2017, une baisse de 10%<sup>9</sup> sur les financements spécifiques dédiés au contrat de ville a impactée le Programme de Réussite Educative, le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité, les actions en lien avec le REP+, Archéolonna, les Ateliers Sociolinguistiques du Comité de Bassin d'Emploi et le Centre Permanent d'Initiatives à l'Environnement.

En 2018, 54 dossiers ont été étudiés et 35 ont reçu un avis favorable pour une enveloppe annuelle de 609 600€ (soit 34 500€ de plus qu'en 2017).

19 dossiers ont été rejetés :

- 3 car l'action sur 2017 n'avait pas commencé, les fonds n'avaient ainsi pas été consommés,

<sup>9</sup> Une lettre a été adressée en août 2017 par le Préfet de département au Président de l'Agglomération afin de l'informer d'une annulation de crédits (en lien avec l'obligation pour l'Etat de tenir l'objectif de 3% de déficit public) ayant pour effet une baisse de 10.74% des dotations des contrats de ville haut-marnais.

- 14 n'entraient pas dans les orientations prioritaires de la politique de la ville
- et les deux derniers relevaient de financements de fonctionnement de l'association.

En octobre 2018, un avenant a été signé conjointement par l'Etat et l'agglomération pour définir les modalités d'accompagnement des projets et dossiers restés en suspens.

Dans ce cadre une attention particulière a été portée :

- pour maintenir les actions de mobilité suite à la liquidation judiciaire de MPPL (Mobilité Pour Plus de Liberté),
- démarrer l'action d'insertion innovante avec Tremplin 52 et la Banque Alimentaire,
- soutenir le Club Léo Lagrange dans son action d'insertion avec les jeunes sous-main de justice.

L'Etat a également souhaité affecter des crédits au développement du dispositif « Les promeneurs du Net » porté par la Caisse d'Allocations Familiales.

## 6. Les financements et les moyens mobilisés

---

La mise en œuvre des actions menées au bénéfice des habitants Vert-Bois repose sur la mobilisation de différents types de crédits et de moyens : ceux relevant du Contrat de ville (au titre de la programmation annuelle), ceux relevant des dotations (dotation politique de la ville et dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale) et ceux relevant du droit commun (des différents partenaires) qui ne sont pas repris dans ce document.

### Les crédits politique de la ville

#### Des moyens financiers centrés sur la cohésion sociale

Les actions financées dans le cadre du contrat de ville, au titre des crédits spécifiques de la politique de la ville (et donc relevant de la programmation du contrat de ville), restent majoritairement centrées sur les enjeux de cohésion sociale. Ce constat est valable dans de nombreux contrats de ville, étant entendu que les deux autres registres d'action, à savoir l'emploi et le renouvellement urbain relèvent respectivement de la mobilisation de crédits de droit commun et de crédits d'équipements (dans le cadre du PRU).

Le **pilier 1 (cohésion sociale) concentre les 2/3 des financements** du contrat de ville, autour de plusieurs thématiques : action éducative, culturelle et sportive, accès au droit, insertion sociale, intégration, santé...

Pilier 1	
2017	2018
23 actions	26 actions
383 600€	373 900€
64,1%	61,3%

De nombreuses actions contribuent au fonctionnement de la vie sociale sur le quartier et au renforcement de l'action éducative, au-delà du droit commun dispensé par la Ville et l'Etat. A ce titre, on peut dire que le contrat de ville contribue réellement à apporter des réponses supplémentaires au quartier prioritaire du Vert-Bois (des actions concernent aussi les quartiers de veille).

Ces projets devront cependant être accompagnés car apportant une réelle plus-value sur le QPV et les quartiers de vieille, afin d'être pérennisés et rejoindre les dispositifs de droit commun portés ou cofinancés par les institutions.

Pour le **pilier 2**, l'Agglomération Saint-Dizier Der et Blaise est en **phase « protocole de préfiguration »** avec l'Agence Nationale pour la Rénovation

Urbaine (ANRU) pour la mise en œuvre du **Programme de Renouvellement Urbain (PRU)** 2017-2024 afin de finaliser la transformation urbaine du quartier et enclencher la diversité des statuts d'occupation dans le quartier (accession à la propriété notamment).

Pilier 2	
2017	2018
1 action	0
5 000€	0
0,8%	0

Les actions inscrites dans la charte de Gestion Urbaine de Proximité et dans les conventions d'abattement sur la Taxe Foncière sur la Propriété Bâtie (TFPB) ont été réalisées mais ne sollicitent pas d'accompagnement financier au titre du contrat de ville.

Seule une action portée par le CPIE pour la promotion de la biodiversité en lien avec les habitants et proposé à l'Espace Bragard a été déposée en 2017. Les investissements ainsi que les actions sont pris en charge dans la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité et par l'ANRU.

Le **pilier 3** correspond à près de **30% des actions financées** ; c'est moins qu'en 2016 et toujours en deçà des attentes du comité de pilotage sachant que la thématique est considérée comme prioritaire.

Cette situation est liée pour partie au déficit de porteurs de projet et demande un travail de benchmarking important au niveau régional et national.

Pilier 3	
2017	2018
8 actions	7 actions
165 400€	188 700
27,7%	31%

La thématique étant récente dans les contrats de ville, la mise en œuvre d'une gouvernance spécifique et la mobilisation des partenaires institutionnels restent le point d'amélioration du contrat de ville.

A noter cependant que le contrat de ville a participé en 2017 à la réflexion menée par le CIS-DT 52 pour la création d'une entreprise d'insertion dans le domaine de l'économie circulaire basée à Chamouilley.

Les **actions menées au titre de l'axe transversal** qui vise l'égalité (égalité femmes-hommes et prévention et lutte contre les discriminations) mobilisent environ 7% des moyens alloués dans le cadre du contrat de ville sur les deux années.

Axe transversal	
2017	2018

3 actions	3 actions
44 000€	47 000€
7,4%	7,7%

## L'expérimentation

Plusieurs actions sont soutenues annuellement parce qu'elles relèvent d'une dynamique d'expérimentation.

C'est le cas de 9 projets en 2017 pour 43 400€.

Il s'agit de :

- Deux actions d'accompagnement de la jeunesse par le Club Léo Lagrange,
- D'une campagne de lutte contre les discriminations par les Petits Débrouillards,
- D'un accompagnement aux méthodes de relaxation pour les professionnels de l'enseignement et de l'enfance à destination des jeunes par le REP+,
- D'actions de découverte de l'environnement par le CPIE,
- La promotion des métiers dans le QPV par l'AFPA
- Une réflexion sur l'économie circulaire avec le CIS-DT 52 \*
- Deux actions de sensibilisation et d'insertion pour les jeunes à l'Espace Bragard.

11 actions ont été retenues dans ce cadre en 2018 pour un montant de 114 600€ :

- Trois actions proposées par CANOPE, deux pour lutter contre les inégalités et une pour promouvoir la culture scientifique.
- Une action de promotion de la citoyenneté par et pour les jeunes à l'Espace Bragard.
- Une action pour la promotion du vivre ensemble par le Club Léo Lagrange.
- Deux actions de lutte contre l'illettrisme et de développement de la langue française par Initiales.
- Une action de promotion de la banque alimentaire auprès du public jeune.
- Trois projets d'insertion portés par l'AFPA, Réseau Active et le FabLab.

## Le Fonds de participation des habitants

Dès la signature du contrat de ville, il a été convenu de maintenir ce dispositif et de confier sa co-animation aux membres du conseil citoyen pour sa promotion, les décisions et les démarches de terrain ; l'agglomération n'intervenant que pour l'instruction administrative.

Il s'agit ici de promouvoir toute action visant à permettre aux habitants de s'approprier les espaces libérés par la rénovation urbaine, de les sensibiliser au respect de l'entretien de ces espaces, ainsi que le développement d'activités d'animations, d'événements et de vie sociale en partenariat avec les associations du quartier dans les espaces publics pour favoriser l'ouverture interculturelle et l'implication des habitants.

Le FPH est un dispositif aux modalités simplifiées pour permettre les actions de proximité.

L'enveloppe annuelle est de 5 000€, ce qui permet à une dizaine d'actions d'être financées par an pour différents porteurs et différentes thématiques, dans le QPV et dans les quartiers de veille.

### Les dotations

	<i>Subventions Contrat de ville (pour mémoire)</i>	Dotation Politique de la Ville	Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale
2015	800 000€	371 618€	4 853 324€
2016	654 000€	373 351€	5 364 683€
2017	569 304€	426 650€	5 835 364€
2018	609 600€	461 350€	6 133 274€
2019	520 000€	812 702€	6 385 069€

Si les dotations sont en augmentation, en particulier la DCS-CS, les subventions allouées au titre du contrat de ville (et le plus souvent au bénéfice des associations du territoire) sont en baisse.

## **7. Cohésion sociale - Analyse des actions et perspectives**

---

### **Un enjeu de cohésion sociale en adéquation avec les situations sociales**

La cohésion sociale est une dimension essentielle du Contrat de Ville, compte-tenu d'un certain nombre d'indicateurs : part importante de jeunes, nombre important d'élèves scolarisés en primaires et collèges en QPV, taux élevé d'allocataires CAF, niveau de pauvreté important ...

De nombreuses actions sont menées depuis 2015 dans ce cadre. Les mesures de soutien aux associations à vocation sportives, sociales et culturelles, actrices du lien social sur le territoire, sont une dimension essentielle du Contrat de Ville et représentent 2/3 du budget.

Ce volet comprend notamment deux thématiques structurantes : l'éducation notamment à travers le Programme de réussite éducative (PRE), la cohésion sociale et la prévention de la délinquance. Il vise également à renforcer l'accès au droit pour tous en partenariat avec la Maison de la justice et du droit. Des associations comme l'Aéro-club du Robinson, l'ADAJ, Archéolonna ou le CIDFF 52 ont mené des actions dans ce domaine.

Dans le cadre du contrat de ville, l'axe 1 du pilier « cohésion sociale » articule le développement de l'offre éducative et le soutien à la parentalité.

Il a été décidé compte tenu de l'importance de ces deux enjeux de faire porter la démarche évaluative. Elles ont été formulées comme suit :

- Comment l'offre éducative a pu être développée dans le cadre du QPV ?
- Dans quelles mesures les actions menées dans le cadre du contrat de ville ont permis de soutenir la parentalité ?

Ces questions évaluatives seront donc traitées conjointement.

### **La dimension éducative et la parentalité : des aspects essentiels**

Agir dans ce domaine relève d'une dimension essentielle du Contrat de Ville, compte-tenu de la part importante de jeunes, du faible niveau de diplôme et des enjeux de scolarisation, notamment en fin d'obligation scolaire (faible taux).

La plupart des acteurs de l'éducation insistent sur l'enjeu essentiel de travailler avec les enfants dès leur plus jeune âge pour faire face à un appauvrissement culturel de plus en plus aigu qui impacte les capacités d'expression des enfants puis des jeunes.

Le Contrat de Ville s'inscrit dans la continuité de dispositifs et d'actions engagés depuis de nombreuses années, qu'il s'agit de pérenniser et d'amplifier autant que de besoin.

Pour mémoire il s'agit :

- Des actions menées par l'Education Nationale au titre de l'Education prioritaire : les établissements scolaires du quartier du Vert Bois bénéficient des moyens supplémentaires conséquents du REP+ autour du Collège Anne Frank et pour le collège Ortiz en REP, et des écoles qui y sont rattachées.
- Du programme de Réussite Educative, incluant le fonctionnement de la Maison
- Des actions menées dans le cadre du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) et du dispositif Ville Vie Vacances (VTV)
- Du Café des Parents
- De la Plateforme de décrochage scolaire
- De la classe relais
- Du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ)
- Etc.

Le contrat de ville s'appuie aussi sur des établissements éducatifs très dynamiques, avec des équipes stables et engagées dans des logiques de projet et un partenariat de qualité avec la Ville.

Le Programme de Réussite Educatif (PRE) constitue un point d'ancrage et permet de fédérer de nombreuses d'initiatives. L'articulation des dispositifs dans le cadre d'une politique éducative globale (projet enfance) portée par la collectivité (un même coordonnateur gère le PRE, le CLAS et le CEL) constitue un atout.

Par ailleurs, et en dehors des actions plus ponctuelles menées au titre du contrat de ville chaque année, deux « dispositifs » retiennent l'attention au regard des objectifs poursuivis : le contrat local d'accompagnement à la scolarité et les actions menées au titre des ateliers sociolinguistiques. La maîtrise de la langue par les parents est un effet un élément majeur dans la mesure où il peut permettre aux parents de mieux assumer leur fonction parentale (dans la relation avec les acteurs éducatifs comme avec leurs enfants).

La place et le rôle des parents ont d'ailleurs été mis en avant dans le cadre d'une étude menée sur la politique jeunesse à l'échelle de la ville.

Lors de l'enquête sur la politique jeunesse, les équipes éducatives des collèges rencontrés ont souligné le fait que le lien avec les parents est relativement faible et s'estompe avec la présence dans l'établissement. En effet, la participation des parents est plus facile en 6ème qu'en 3ème. Cette question pose aussi plus largement la place que l'institution de manière générale fait aux parents. L'absence de liens avec les parents peut avoir différentes origines (sachant que ce constat n'est pas spécifique à l'établissement) : la non maîtrise de la langue française de certains parents, l'attitude des jeunes eux-mêmes (peu enclins à la présence de leurs parents à proximité de l'école), le rapport antérieur des parents à l'école...



Par ailleurs les équipes éducatives soulignent pour certains jeunes un manque d'ambition (notamment en lien avec l'histoire des parents par rapport à l'institution scolaire) et une orientation problématique (peur de la mobilité, positionnement des familles, rapport des parents à l'emploi, méconnaissance des possibilités d'orientation en dépit des informations transmises).

La relation avec les parents serait basée sur des « malentendus ». Les attentes de part et d'autre ne sont pas forcément claires et l'absence de communication (du fait de la non-présence des parents, de leur non maîtrise de la langue...) rend d'autant plus complexe cette relation.

## **Le Programme de Réussite Educative (PRE)**

Le Programme de Réussite Éducative (PRE) est mis en oeuvre à Saint-Dizier depuis 2006. Il vise à accompagner de jeunes enfants et adolescents présentant des signes de fragilité et de difficulté éducative dans un parcours de réussite individualisé.

Une instruction conjointe du Ministère de l'Education Nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports ainsi que du secrétaire d'Etat à la politique de ville datée du 10 octobre 2016 est venue renforcer les attentes sur le PRE et ses objectifs. Il s'agit de maintenir l'accompagnement individualisé des enfants, des fratries et des familles dans une optique de soutien à finalité scolaire et de continuité éducative.

Dans le cadre de la politique de cohésion sociale définie dans le Contrat de ville, l'Agglomération met en oeuvre le Programme de Réussite Éducative prioritairement dans les quartiers du Vert-Bois, du Grand Lachat et de la Noue.

Porté par le Centre Communal d'Action sociale (CCAS) et en lien avec le service Politique de la Ville, le dispositif intervient auprès d'enfants et jeunes de 2 à 16 ans (initialement en 2015 et 2016 en direction des 2-12 ans) rencontrant des difficultés éducatives ou se trouvant en situation de fragilité scolaire et/ou familiale.

Il s'agit de privilégier une démarche qui prend en considération l'enfant dans sa globalité et qui vise donc à lui apporter les interventions éducatives, culturelles, sociales, sanitaires... dont il a besoin, à un moment donné de son parcours, pour favoriser son développement et sa réussite. Il consiste dans la construction de parcours de soutien éducatif personnalisé.

Les enfants sont généralement identifiés pendant le temps scolaire mais aussi durant les activités périscolaires (à la cantine, le soir) ou extrascolaires (le weekend, le mercredi, pendant les vacances) en raison de difficultés éducatives, sociales, familiales ou de santé.

Toute personne, qu'elle soit professionnelle du socio-éducatif ou non, peut soumettre au coordinateur du Programme de Réussite Educative une demande d'entrée dans le dispositif. Cette demande est obligatoirement signée des parents.

La situation de l'enfant est étudiée par une équipe pluridisciplinaire composée de partenaires institutionnels (Éducation Nationale, CCAS, Conseil départemental...) et travailleurs sociaux (Fondation Lucy Lebon...) qui évaluent, en concertation avec la famille, la nécessité d'instaurer un parcours individualisé visant à lui apporter un soutien éducatif, culturel et social. Cette équipe fixe aussi les objectifs du parcours et sa durée, les actions à mettre en place sous l'assurance d'un référent. Le référent de parcours est principalement un travailleur social, il coordonne les activités proposées sur le temps de l'année scolaire, il suit chaque enfant et sa famille lors de rencontres régulières.

Les familles de tous les enfants pour lesquels un parcours est établi sont associées. En fonction des difficultés repérées, les parents peuvent également être orientés sur des actions de soutien à la parentalité individualisées ou semi-collectives.

Ainsi le dispositif propose un accompagnement spécifique et individualisé aux enfants concernés. Pour se faire l'équipe pluridisciplinaire de soutien s'appuie sur un partenariat étendu. L'Éducation nationale, le Conseil départemental, le CCAS de Saint-Dizier, un psychologue, une CESF, une TISF, un éducateur sportif et une éducatrice spécialisée sont partenaires de ce dispositif.

Les familles peuvent alors être orientées vers La Maison, lieu d'écoute et d'action situé à Saint-Dizier, créé en 2006. Les familles orientées par l'EPS y trouvent un cadre non institutionnel rassurant qui facilite l'implication des familles, le suivi des parcours et qui donne une existence matérielle au PRE. La Maison apporte des solutions de suivi dans le cadre de parcours de Réussite Educative, elle est également une porte d'entrée sur le dispositif. Des familles en difficulté y sont orientées sans injonction, elles y découvrent ce qu'est le PRE, qui sont les professionnels qui peuvent leur apporter de l'aide, quels types d'actions peuvent être mises en place et quelle pourra être leur place dans les actions engagées pour les aider et aider leurs enfants.

La Maison est un point relais bien identifié où se déroulent les actions semi-collectives pour les parents (ateliers vie quotidienne, ateliers pédagogiques) et où se tiennent des permanences de professionnels du secteur paramédical (psychologue, diététicienne, conseillère en économie sociale et familiale...). À travers des ateliers et des entretiens, les compétences individuelles des parents et des enfants sont valorisées.

Coordonné par un agent territorial au sein du service politique de la ville, le PRE intervient sur tous les champs de la prévention éducative, en lien avec les partenaires éducatifs et sociaux.

Un travail de repérage des situations est important dès le plus jeune âge afin d'accompagner les professionnels mais aussi les parents sur tous « les temps de l'enfant » afin de lui permettre de réussir scolairement et socialement.

Le travail sur la parentalité et notamment l'accompagnement est primordial, les rapports humains sont privilégiés pour permettre à chacun de trouver sa place pour améliorer l'environnement de l'enfant.

Depuis la signature du contrat de ville (de 2015 à 2018) ce sont environ 250 familles qui ont bénéficié du dispositif<sup>10</sup>.

Dispositif de Réussite Educative Tableau des saisines									
		2014		2015		2016		2017	
Rubriques		TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%
Nbre de nouvelle Saisines pour l'année		51		47		52		36	
Nbre de parcours présentés en EPS		127	100%	114	100%	121	100%	36	100%
Nbre d'entrée dans le dispositif, validée par l'E.P.S		121	95%	112	98%	109	90%	36	100%
Nbre de parcours mis en œuvre		121	95%	112	98%	109	90%	36	100%
Sexe	Masculin	71	59%	65	58%	61	56%	23	64%
	Féminin	50	41%	47	42%	48	44%	13	36%
Age	<6	21	17%	18	16%	21	19%	4	11%
	6-12	77	64%	67	60%	53	49%	24	67%
	>12	23	19%	27	24%	35	32%	8	22%
Etablissement scolaire	E. Maternelle	21	17%	18	16%	21	19%	4	11%
	E. Elementaire	68	56%	56	50%	45	41%	24	67%
	Collège	29	24%	35	31%	41	38%	8	22%
	Lycée	3	2%	3	3%	2	2%	0	
Etablissement scolaire public		119	98%	111	99%	107	98%	36	100%
Etablissement scolaire privé		2	2%	1	1%	2	2%	0	
Auteur de la saisine	Ed. Nationale	37	31%	34	30%	33	30%	15	42%
	Circonscription d'A.S (C.	31	26%	29	26%	31	28%	2	6%
	Associations (de loisirs, culturelle, sportive...)	1	1%	0	0%	2	2%	0	
	Service Lucie Lebon (AEMO)			7	6%	6	6%	10	27%
	Services municipaux et CCAS	28	23%	20	18%	11	10%	9	25%
	Familles	21	17%	17	15%	24	22%	0	
	PJJ	3	2%	5	4%	2	2%	0	
Origine Géographique	Vert-Bois	47	39%	46	41%	51	47%	15	
	Grand Lachat	14	12%	15	13%	11	10%	5	
	La Noue	60	50%	51	46%	47	43%	10	
	Autres							6	
Besoins identifiés (plusieurs possible par situation)	scolaires	17	14%	17	15%	21	19%	11	31%
	socio-éducatifs	37	31%	25	22%	26	24%	17	47%
	santé-psychologique	41	34%	39	35%	33	30%	1	3%
	éducatifs-parentalité	26	21%	31	28%	29	27%	7	19%
référénts de Parcours	Coordonnateur	27	22%	20	18%		0%	3	8%
	CCAS							6	17%
	CAS (CD)	38	31%	29	26%	31	28%	2	5%
	E.N (A.S)	35	29%	29	26%		0%	15	42%
	PJJ			5	4%	2	2%	0	
	Psychologue	18	15%	22	20%		0%	0	
	Diététicienne	2	2%	1	1%	0	0%	0	
	Fondation Lucy Lebon (AEMO)	1	1%	6	5%	6	6%	10	28%

Le faible nombre de familles concernées en 2017 s'explique par le fait que le dispositif a fonctionné sans coordonnateur, ce qui n'a pas permis de travailler sur un accompagnement optimal.

Depuis le 2ème semestre 2018 et avec le maintien des crédits qui lui sont consacrés, le PRE travaille activement sur le repérage des situations dès le plus

<sup>10</sup> Cf. tableau des effectifs, sachant qu'en 2018, 63 familles ont été concernées.

jeune âge, le travail transversal avec les temps périscolaires de l'enfant est primordial pour impliquer les intervenants dans le dispositif.

Le pendant a également été travaillé avec l'accompagnement du public adolescent, même si le repérage de cette tranche d'âge ne s'effectue pas encore avec l'Education Nationale, il est primordial de travailler la famille sous toutes ses composantes.

L'outil « La maison » a également été réorienté pour accueillir les familles dans leurs diversités, et pas uniquement en cas de difficultés sociales ; ainsi de nouveaux professionnels ont ainsi été sollicités pour constituer une équipe fixe avec des adultes référents important pour la construction et la stabilité de la famille en cas de besoin à un instant donné de la vie.

Au total de 2015<sup>11</sup> à 2018 (inclus) se sont plus de 750 000 € qui ont été mobilisés en termes de financement.

	2016			2017			2018			Global	
	Etat	Ville et autres co-financement	Total	Etat	Ville et autres co-financement	Total	Etat	Ville et autres co-financement	Total	Coût	%
Pilotage, animation et coordination du dispositif	30 100 €	12 100 €	42 200 €	21 100 €	21 100 €	42 200 €	32 000 €	8 200 €	40 200 €	124 600 €	21,5
Activités individualisées (la maison, loisirs, santé, scolarité, etc.)	68 000 €	31 000 €	99 000 €	34 804 €	46 900 €	81 704 €	43 150 €	44 700 €	87 850 €	268 554 €	46,4
Accueil éducatif individualisé (aides aux devoirs)	14 000 €	25 000 €	39 000 €	14 500 €	16 500 €	31 000 €	10 000 €	10 000 €	20 000 €	90 000 €	15,6
Parcours Individuel ( Art visuel, Théâtre, Sports)	13 000 €	7 000 €	20 000 €	10 000 €	10 000 €	20 000 €	10 000 €	10 000 €	20 000 €	60 000 €	10,4
Forum sur la parentalité	1 400 €	1 400 €	2 800 €	2 400 €	2 000 €	4 400 €	0 €	0 €	0 €	7 200 €	1,2
Projet Journalisme et réseaux sociaux	3 500 €	3 500 €	7 000 €	3 500 €	3 500 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	14 000 €	28 000 €	4,8
Total	130 000 €	80 000 €	210 000 €	86 304 €	100 000 €	186 304 €	102 150 €	79 900 €	182 050 €	578 354 €	100,0

L'analyse du fonctionnement du PRE fait apparaitre un très bon accompagnement individualisé dû aux partenaires de l'EPS et aux outils développés et à demeure. Le temps de réponse pour les prescriptions est très réduit et facilite le travail des partenaires auprès des familles.

Cependant la problématique du repérage reste réelle. La faible orientation des familles issues du quartier prioritaire peut s'expliquer par le fait que les établissements scolaires sont classés en REP+ et que de ce fait les équipes détiennent déjà en interne bons nombre d'outils et de professionnel à mobiliser dans leur réseau.

Le champ de l'accompagnement familial et celui de la parentalité reste prépondérant. Le médico-social a été renforcé par l'intervention de professionnels et la mise en réseau de plusieurs structures. Enfin des situations de troubles du comportement chez les enfants mais aussi chez certains parents ont été pris en compte depuis quelques années.

<sup>11</sup> En 2015, le financement du programme de réussite éducative s'élevait à 175.000 euros.

## **Le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)**

Le CLAS propose aux parents un soutien dans leur rôle éducatif et un accompagnement scolaire personnalisé de leur enfant au sein de groupes de travail restreints. Les sessions ont lieu en dehors du temps scolaire, dans des espaces adaptés, en complémentarité avec l'école. Les sessions s'adressent à des enfants de 5 à 16 ans.

Elles sont portées le plus souvent par les structures suivantes : Espace Bragard, Initiales et Association de Quartier du Grand Lachat.

L'analyse des actions menées soulignent la complexité de cette action. En premier lieu se pose un double problème de moyens humains : faiblesse du nombre d'intervenants (problème de recrutement) et un niveau de qualification bas, pour certaines s'ajoutent des enjeux en termes de locaux disponibles et enfin d'assiduité des enfants et des jeunes.

Par rapport au déficit de qualification, des formations ont été proposées aux salariés et aux bénévoles par l'UDAF qui coordonne ce dispositif pour la CAF. Un comité de pilotage a été mis en place par l'Education Nationale pour faciliter les échanges sur Saint-Dizier.

## **Les activités périscolaires**

Au titre du droit commun, la Ville propose des activités périscolaires. Les temps périscolaires sont des moments privilégiés pendant lesquels des loisirs éducatifs contribuant à l'apprentissage de la vie sociale et à l'épanouissement des enfants sont proposés ; à la fois en régie par les animateurs municipaux mais aussi approfondis par l'intervention d'éducateurs ou d'animateurs spécialisés conventionnés par la collectivité. L'objectif de ce projet est de mobiliser, en complémentarité avec l'école, toutes les ressources d'un territoire afin de garantir la continuité éducative entre les projets des écoles et les activités proposées aux enfants en dehors du temps scolaire. Il permet d'organiser des activités éducatives de qualité favorisant la mixité sociale et l'épanouissement des enfants.

Pour la mise en oeuvre des activités, la collectivité a recruté des référentes des temps périscolaires pour les neuf écoles primaires de la ville, ainsi que des animateurs municipaux, BAFA et niveau baccalauréat (pour l'Accompagnement Educatif du Soir).

Pour le choix des intervenants extérieurs, a été privilégié les associations ayant des salariés, à condition d'être titulaire d'un diplôme d'état quand l'enseignement de la discipline le nécessite.

Ces actions sont menées à l'échelle de la Ville mais ont nécessité des ajustements compte tenu des difficultés relevées par les agents sur les écoles du Vert-Bois (bagarres entre enfants, enfants mal embouchés, gestes déplacés, rapport à l'adulte et à l'autorité difficile...). Il est proposé des activités le soir en plus de celles proposées sur la pause méridienne qui par ailleurs ont été renforcées.

## **Les ateliers socio-linguistiques (ASL)**

Il s'agit d'ateliers d'expression et de communication en langue française pour des publics d'origine étrangère afin de faciliter l'intégration sur le territoire. Pour les familles, les ASL permettent également de développer les échanges avec leurs enfants et de mieux connaître leur environnement, notamment scolaire.

Ces actions s'adressent à un public dit « primo-arrivant », c'est-à-dire des personnes étrangères ayant obtenu, depuis moins de 5 ans, un titre de séjour les amenant à rester durablement sur le territoire.

En 2018, environ 130 personnes ont été accompagnés par des associations (AHMI, CBE, initiales), à raison d'ateliers collectifs de 1 à 4h par semaine en fonction des besoins. Parmi ceux-ci on compte des mineurs isolés notamment ceux de la MECS avant de réintégrer une scolarité en établissement scolaire.

Pour se faire ils ont développé des outils : livret pour accompagner les bénévoles, supports pédagogiques pour les apprenants.

Plusieurs difficultés ont été identifiées en lien avec ses actions : l'adhésion et l'assiduité du public reste aléatoire, la diversité des pays d'origine des apprenants (15 nationalités différentes).

## **L'accueil éducatif du soir**

La Ville de Saint-Dizier propose un accueil éducatif du soir de 16h30 à 18h00 les lundis, mardis, jeudis et vendredis, pour les enfants des écoles élémentaires. Cet accueil se divise en deux temps : le premier temps est consacré à l'aide aux devoirs, avec un encadrement permettant un suivi semi-individualisé (un animateur pour 6 enfants). Dans un second temps, les enfants ont accès à des activités sportives ou culturelles.

L'objectif de ce dispositif (qui a pour cadre de référence la Charte Nationale de l'Accompagnement à la Scolarité) est de permettre une ouverture culturelle des enfants par des activités ludo-éducatives.

Un bilan oral est effectué après chaque séance entre l'enfant et l'encadrant. L'implication des parents est favorisée par une invitation régulière à participer à ce temps de bilan.

L'AES est reconnue et appréciée des parents, des enfants, et du corps enseignant. Cette action permet de :

- Développer la curiosité des enfants et leur donner le goût d'apprendre.
- D'aider les enfants à s'organiser dans les devoirs, à faire des recherches et à s'investir
- Développer au travers des activités la confiance en soi
- Travailler auprès des enfants sur les valeurs de citoyenneté (respect, politesse...)
- Profiter de ce moment pour favoriser le dialogue familial et s'informer, échanger

- Repérer des enfants en difficulté et les orienter sur des dispositifs appropriés tels que le PRE.

Cet outil du Contrat Educatif Local est à la croisée de l'action de l'Education Nationale et de l'action du PRE. Comme « La Maison », il contribue au maillage local des acteurs éducatifs et permet à la fois d'identifier et d'accueillir certains jeunes en difficulté.

### **Des actions à renforcer en termes de soutien à la parentalité et d'offre éducative**

Ces éléments amènent à considérer, eu égard aux questions évaluatives, que l'offre éducative a été développée et que les actions menées ont permis de développer la parentalité. Pour autant ces actions paraissent insuffisantes.

En effet l'objectif visant à « favoriser le développement éducatif et la réussite scolaire pour tous » apparaît comme un enjeu encore plus important qu'au moment de la signature du contrat de ville, pour les acteurs du ayant répondu au questionnaire en ligne.

Dans ce cadre, l'enjeu nécessitant un investissement renforcé est en premier lieu celui visant à « poursuivre les efforts de soutien à la parentalité dès le plus jeune âge ». Viennent ensuite les enjeux de « poursuivre la lutte contre l'échec scolaire », de « développer l'offre éducative globale » ou encore de « se doter des moyens d'observation et de suivi de la réussite des parcours scolaires ».

Cet enjeu est d'autant plus prégnant que les acteurs font état d'une population très jeune et de familles, notamment monoparentales, présentant un cumul de vulnérabilités. A d'ailleurs été mis en avant l'importance d'agir en direction et auprès des parents car la situation des enfants est liée à celle de leurs parents, rendant inefficace les efforts uniquement centrés sur l'école. A ce titre il apparaît important de travailler à l'échelle de la fratrie.

Il s'agit donc de mettre en œuvre une offre éducative en adéquation avec les difficultés rencontrées par les familles, en travaillant avec eux dans une logique de co-éducation et non en les stigmatisant. Si la suppression de l'échec scolaire reste un enjeu, elle passe, au-delà de l'action sur les apprentissages, sur le renforcement des liens entre l'école et les parents afin de leur redonner confiance dans l'institution et pour contribuer à la réussite éducative (dans et hors l'école). De ce fait toutes les formes d'engagement (en direction des jeunes comme des parents) peuvent constituer un levier intéressant, tout comme les actions visant à donner envie et à ouvrir les « possibles ».

L'optimisation des actions passe notamment par une meilleure connaissance par les familles de l'offre existante. Au-delà d'enjeux de communication, il pourrait s'agit

d'organiser des temps d'échanges sous des formes diverses (conférence, rencontre thématique...) pour renforcer le rôle des parents dans l'éducation de leurs enfants, favoriser les échanges entre parents d'une part, entre parents et enfants (en présence de professionnels) ou encore entre parents et professionnels (y compris enseignants).

Il s'agit forcément d'un travail à mener sur le long terme. Il repose également sur une dimension partenariale (impliquant y compris le personnel de l'Education nationale), permettant de renforcer les connaissances existantes. Le Conseil Consultatif de la Réussite Educative (CCRE) faisait d'ailleurs état de cet enjeu partenarial et a pu regretter la trop faible participation de l'Education nationale, du conseil départemental et de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Il a été proposé un travail visant à présenter les expériences, les actions menées par chacun afin d'identifier les difficultés rencontrées et donc réfléchir ensemble aux modalités d'action. A également été mis en avant le fait de mettre en place des actions communes avec le conseil départemental dans le cadre du schéma départemental de la protection de l'enfance. Il serait également important de disposer à l'échelle du territoire différents référents permettant aux familles d'avoir le choix de leur interlocuteur.

### **Le centre socio-culturel : un espace en construction !**

Le quartier du Vert Bois accueille une population précaire et fragilisée, avec des difficultés socio-économiques très marquées. Malgré une offre de services déjà conséquente (cf partie précédente sur l'offre éducative), le diagnostic du Contrat de Ville au moment de son élaboration avait mis en avant l'importance d'une meilleure coordination au service d'un projet social global qui viserait aussi à mieux associer les habitants et mieux structurer l'offre associative.

Ainsi le Contrat de Ville s'appuie sur un projet central de création d'un pôle social défini comme « un lieu de vie sur le quartier du Vert Bois qui soit un lieu d'information, d'animation, d'orientation, d'accompagnement vers les services publics, les loisirs, le droit, l'éducation et la culture dans le cadre notamment du rapprochement des structures d'éducation populaire (MJC et Centre social) ».

Depuis 2015, peu à peu le projet se construit. La Ville de Saint-Dizier a lancé, au cours de l'année 2015, deux études cofinancées dans le cadre du Contrat de Ville, afin de préciser le contenu et le cadre organisationnel du futur équipement (pôle social) :

- Définition d'un projet éducatif, culturel, social à destination de la jeunesse et des familles du quartier du Vert Bois
- Accompagnement organisationnel, juridique, et financier de la mise en place du projet socio-éducatif et culturel à destination des jeunes et des familles du Vert Bois.



Sur la base de ces deux études, il a été possible de lancer le processus de regroupement des deux structures d'éducation populaire existantes sur le quartier (MJC, Centre social). Au 1er septembre 2015, la nouvelle structure a été créée.

Depuis lors, le nouveau pôle social du Vert-Bois, le centre socio-culturel, est en cours de structuration. Après une période sous format associatif qui a débouché sur une impasse, 2019 a permis une municipalisation de la structure. Elle sera labellisée centre social par la CAF, une fois le projet social élaboré.

Dans le cadre de l'élaboration du projet, les partenaires insistent sur la place des bénévoles et la construction d'une vraie équipe éducative de la petite enfance aux jeunes adultes.

Il est également nécessaire qu'une place importante soit consacrée à l'accompagnement social et professionnel des habitants et au renforcement de la parentalité dans sa globalité.

Le centre socio-culturel s'inscrit dans la volonté réaffirmer par les acteurs de construire un « projet social partagé »<sup>12</sup>. Il doit permettre les échanges intergénérationnels et favoriser la citoyenneté pour tous. Pour y parvenir les acteurs doivent travailler ensemble (en synergie) sur des projets communs, en mobilisant les habitants, y compris les jeunes. Cet espace doit pouvoir donner l'opportunité de « faire ensemble » (habitants, acteurs – jeunes et seniors – associations et professionnels) en levant les freins (notamment numérique) par une offre de services adaptés et des actions donnant l'opportunité de se rencontrer.

## **La politique jeunesse : une politique à construire ?**

Le public jeune est le public cible du contrat de ville. La forte présence des moins de 25 ans sur le territoire justifie de fait une intervention renforcée. L'axe 2 du pilier de cohésion sociale visait à « construire un projet social partagé et fédérer les acteurs ». Dans ce cadre, il s'agissait notamment de « construire une politique jeunesse adaptée aux enjeux du QPV ».

Une lecture plus approfondie des objectifs initiaux du contrat de ville met en avant le caractère transversal de l'action en direction des jeunes.

En effet, on les retrouve en termes d'enjeux :

- par rapport à la délinquance (« protection des mineurs et des jeunes majeurs les plus exposés »)
- sur le plan de l'animation (« renforcement de la présence de proximité en soirée pour les jeunes »),
- dans le domaine de l'emploi et de la mobilité,
- dans l'accès aux dispositifs et à l'offre existante.

---

<sup>12</sup> Axe 2 du pilier Cohésion sociale du contrat de ville.

Au titre de l'évaluation, il s'agit de savoir « Comment l'action publique menée en direction de la jeunesse du Vert-Bois prend en compte ses besoins ? »

De fait, seulement un peu moins d'une personne sur deux (48.3% des personnes ayant répondu au questionnaire) considère que les actions menées en direction de la jeunesse prennent en compte les besoins des jeunes habitants au Vert-Bois. Cette difficulté s'étend à tous les jeunes de Saint-Dizier. C'est d'ailleurs un des éléments expliquant la démarche engagée par la Ville de Saint-Dizier depuis 2018.

## **Une réflexion à l'échelle de la Ville**

Les élus-es de la Ville de Saint-Dizier ont en effet initié une réflexion<sup>13</sup> dont l'objectif est d'optimiser la politique jeunesse menée par la Ville.

Cette réflexion sur la politique jeunesse trouve son origine dans trois constats :

- Une approche transversale de la jeunesse inexistante au sein de la collectivité.
- Des moyens importants mobilisés pour la jeunesse au niveau de la Ville et de l'Agglomération (environ 200 000€/an) sans en connaître les effets réels.
- Une faible connaissance des jeunes de 0-25 ans en termes de pratiques et d'attentes.

Plusieurs phases de travail ont été mises en place pour définir les contours de la politique à mettre en œuvre :

- 1ère phase (tout au long de l'année 2018) : Diagnostic visant à identifier les vulnérabilités et l'existant (analyse des statistiques, questionnaires en direction de collégiens<sup>14</sup>, réunions et questionnaires auprès des acteurs associatifs<sup>15</sup>, temps de travail interne à la collectivité notamment avec des élus) et travail sur la base des enseignements.
- 2ème phase (27 août 2018) : Séminaire d'élus qui a permis de dégager des priorités.
- 3ème phase (18 décembre 2018) : Séminaire à destination des associations pour enrichir la connaissance de cette population et compléter le diagnostic par les actions portées par ces associations.
- 4ème étape (24 janvier 2019) : Rencontre avec les acteurs institutionnels du territoire pour partager le diagnostic et voir les articulations possibles avec les autres politiques publiques.

Le travail s'est appuyé sur une démarche collective, reconnaissante de l'importance du réseau associatif et visant à promouvoir le réseau multi-partenarial dans le respect des compétences et prérogatives des uns et des autres.

---

<sup>13</sup> L'ORIV, Centre de Ressources intégration, lutte contre les discriminations, politique de la ville pour la région Grand Est a dans ce cadre réalisé un travail d'appui visant à mieux identifier les enjeux et à proposer des pistes pour la mise en œuvre de cette politique.

<sup>14</sup> Réalisation d'un questionnaire et passation de ce questionnaire auprès d'élèves de 4ème des trois collèges de Saint-Dizier : Collège Anne Franck - 79 questionnaires, Collège Luis Ortiz - 89 questionnaires et Collège La Noue - 44 questionnaires soit un total de 212 questionnaires.

<sup>15</sup> Échanges sur la jeunesse avec les acteurs associatifs du contrat de Ville relevant du champ de l'éducation populaire. Réalisation d'un questionnaire auprès des associations et diffusion. 21 questionnaires ont pu être exploités.

L'engagement de cette réflexion croise les enjeux de nombreuses autres politiques publiques, et en particulier celle de la politique de la ville.

En effet l'analyse du profil des jeunes de Saint-Dizier<sup>16</sup> fait apparaître que les moins de 25 ans représentent 28,9% de la population. Ainsi 3 habitants sur 10 ont - de 25 ans. Parmi ces jeunes 35,7% habitent dans le quartier du Vert-Bois (alors qu'il ne compte que 29,6% de la population communale). Ce taux traduit donc une sur-représentation de ces jeunes dans le Vert-Bois. Ces jeunes représentent par ailleurs 34,7% de la population du quartier.

Ces données mettent en avant le fait que l'on ne peut pas se préoccuper du devenir de ce quartier sans s'intéresser à sa jeunesse puisqu'elle représente un tiers de la population et qu'on ne peut pas envisager une politique de la jeunesse sans tenir compte de la répartition de cette population dans l'espace communal.

La question que l'on peut se poser à ce niveau de la réflexion repose sur la spécificité ou non des jeunes résidant en quartier populaire, et notamment à l'échelle du Vert Bois, en termes de pratiques de loisirs, de rapport aux institutions, y compris associatives.

Les déterminants des pratiques des jeunes sont multiples. Les études font état de différence de comportement de la part des jeunes. On a donc « des jeunesses » et non une jeunesse, y compris au sein d'un même territoire, d'un même quartier. Si certains chercheurs mettent en avant un « effet quartier », il apparaît que les modes d'agir et les pratiques sont plus souvent déterminés par des caractéristiques socio-démographiques et leur situation sociale (composition familiale, situation par rapport aux revenus...). L'effet quartier intervient en particulier dans le cadre du rapport à l'environnement (accès aux transports, présence ou non de services à proximité...). Néanmoins il n'est pas possible d'occulter complètement ressenti de discriminations et d'inégalités de traitement dans la construction du rapport aux institutions.

Ainsi les situations de vulnérabilités identifiées à l'échelle du quartier du Vert-Bois vont interférées dans les pratiques de ces jeunes (contextes familiaux plus souvent marqués par la monoparentalité, la présence de fratrie importante, ayant connu la migration, faiblesse des revenus, absence de moyens de locomotion, faible participation à la vie locale...).

Par ailleurs, leurs comportements va également se différencier, comme pour tous les autres jeunes, en fonction du genre.

Au-delà les travaux ont permis de faire apparaître un certain nombre de tendance en termes de pratiques de loisirs qui touchent tous les jeunes :

- Un attrait pour des activités en lien avec nouvelles technologies.
- Des temps partagés entre pairs dans un rapport très genré sans présence de référent adulte.
- Un recours faible à l'offre et aux dispositifs existants par méconnaissance, désintérêt et/ou le sentiment que ce n'est pas pour eux.
- Ce recours est toutefois facilité par une pratique inscrite via l'école et/ou en proximité.

---

<sup>16</sup> Analyse faite à partir de données issues de l'INSEE (recensement de la population de 2015).

- La référence à une association est très peu mise en avant. Les pratiques de loisirs se font en dehors des cadres existants (associations...). Ils privilégient une pratique libre avec peu de recours aux activités encadrées, volatile dans le temps (logique de zapping) avec un intérêt pour l'aspect « événementiel ».
- La communication est centrée sur le numérique : réseaux sociaux (instagram, whatsapp principalement), bouche à oreille. Les travaux mettent en avant un rapport singulier des jeunes aux territoires car par le biais des réseaux sociaux, ils s'inscrivent dans une logique de mondialisation (instantanéité de l'information) et dans le même temps ils se situent dans l'hyper-proximité (avec l'attachement au territoire de vie : commune et/ou quartier).

Les jeunes du Vert-Bois se signalent également par une problématique de délinquance. La lutte contre le trafic de stupéfiants reste un enjeu à l'échelle de ce territoire, tout comme d'ailleurs toutes les formes de repli ou de ruptures (lutte contre la radicalisation). Plus globalement les acteurs soulignent l'importance d'un travail de médiation mais aussi de prévention pour limiter les faits de délinquance et les actes d'incivilités. Ce travail devra associer les parents.

L'offre proposée à l'échelle de la ville, portée par un grand nombre d'acteurs, est sous influence du système d'acteurs en place et l'histoire des politiques menées. L'action municipale est centrée sur une offre en termes d'équipements et d'actions sportives en particulier. La ville développe une offre importante (pendant la période estivale notamment) et gratuite qui peut s'inscrire dans une mise en concurrence avec les propositions associatives.

L'analyse de l'action de la collectivité fait apparaître qu'elle relève d'une logique de soutien de l'offre existante, de mise en valeur des activités proposées mais pas d'une logique incitative et d'engagement. L'action municipale est marquée par une intervention indifférenciée envers tous publics. Des moyens importants sont mobilisés, tant que le plan humain (présence d'éducateurs sportifs mais pas d'animateurs socio-éducatifs et encore moins d'intervention au titre de la prévention spécialisée). Différents structures ou établissements relèvent de la compétence de la ville (ex : conservatoire, médiathèque) mais sans qu'une stratégie d'intervention concertée soit mise en place pour toucher les jeunes.

L'action municipale est centrée sur les tranches d'âge les plus basses (enfance et enfants) puis c'est le secteur associatif qui prend le relais. L'action municipale soutient financièrement les actions proposées par le secteur associatif, qui est largement dominée par une offre sportive mais aussi par l'appui aux familles pour accéder à cette offre. L'offre de loisirs proposée est une offre très encadrée actuellement (via la pratique sportive, des Accueils Collectifs de Mineurs...).

Les activités proposées par le secteur associatif sont très diverses. Elles permettent de proposer une offre sportive relativement classique mais aussi une offre d'activité ludique à visée éducative et d'activité socio-éducatives. Nombre de ces activités s'inscrivent dans le cadre périscolaire ou relèvent d'accueils collectifs de mineurs. Certaines associations s'inscrivent dans l'accompagnement à la scolarité. Il est également proposé des services permettant de répondre à certaines situations de vulnérabilité.

Par ailleurs l'analyse a relevé un déficit d'articulation entre les actions, dispositifs (concurrence offre municipale / associative). Cette situation s'inscrit dans un contexte où de nombreux acteurs associatifs sont fragilisés (notamment pour les plus petites associations) : baisse du bénévolat, difficulté de recrutement, manque de qualification des personnes encadrantes. A ce panorama s'ajoute des associations où l'on relève une présence limitée dans les espaces de gouvernance et des liens à renforcer entre éducateurs et parents.

L'ensemble des travaux à de fait mis en avant la nécessité de développer « l'aller vers » mais aussi de « faire pour les jeunes avec les jeunes ». Ces deux dimensions ne sont pas spécifiques au quartier du Vert-Bois mais compte tenu du vécu de ces jeunes, de leur rapport aux institutions et à leur environnement ces modes d'intervention sont encore plus prégnantes. Cette nécessité de penser autrement la « mobilisation » des jeunes est renforcée par des décrochages scolaires plus fréquents et plus précoces ainsi qu'un rapport à l'emploi plus difficile.

Les réponses au questionnaire diffusés auprès des collégiens ont permis de mettre en avant des comportements très différents entre eux. Deux critères sont apparus comme particulièrement discriminants : le lieu de résidence (via l'établissement scolaire) et le genre.

Pour celles et ceux qui revendiquent une activité de loisirs, la motivation principale qui amène les jeunes (garçons comme filles) à mener telle ou telle activité est liée en premier lieu au fait que c'est une passion, dans un second temps au fait d'y trouver un « défouloir » et/ou une manière de s'occuper. Assez logiquement c'est plus souvent une activité sportive que culturelle. Le fait de donner envie et de permettre « l'accès à » constituent des éléments importants de la future pratique. A ce titre les jeunes du Vert-Bois semble un peu plus bénéficier de l'offre existante compte tenu des actions auxquelles ils participent.

La connaissance des associations est relativement limitée mais évolue positivement en fonction de la proximité géographique de ces jeunes par rapport à la structure. Quoiqu'il en soit, et même quand la structure est connue, le taux de fréquentation reste très faible (moins de 10%).

Concernant la mobilisation du public jeunes, les acteurs associatifs font état d'une difficulté pour intéresser le public "jeunes" aux actions proposées, mais aussi pour conserver ce public une fois que ceux-ci sont lycéens, sachant que jeunes ne sont intéressés que par des actions ayant un caractère "exceptionnel". Au-delà de la pratique des jeunes, les associations soulignent la faible implication des parents. Ils reconnaissent par ailleurs un manque de connaissance et/ou de visibilité de l'association (souci de notoriété auprès des jeunes), un problème de communication, d'informations sur les contenus proposés (méconnaissance, préjugés par rapport à certains sports).

La politique jeunesse implique différents acteurs et pose de fait la question du partenariat. Ainsi l'Etat tout comme les différents échelons des collectivités locales (communes, intercommunalités) mais aussi territoriales (conseil départemental, conseil régional) sont impliqués.

Cette implication est liée aux compétences sachant qu'un certain nombre d'entre elles sont de fait obligatoire : apprentissage, formation, construction et

fonctionnement des établissements scolaires, aide sociale à l'enfance, loisirs, lutte contre l'exclusion... Certaines collectivités font également valoir des compétences complémentaires au titre des compétences optionnelles mais aussi dans une logique volontariste : citoyenneté, mobilité, développement économique, ... De fait il y a un enjeu à travailler les coopérations (premier niveau d'implication d'une politique partenariale).

L'optimisation des interventions passerait selon les personnes interrogées par :

- une meilleure écoute des jeunes,
- des modalités d'accompagnement revisitées sur le fond (construire un avenir pour les jeunes, leur permettre de rêver...) comme sur la forme (« aller au-devant » des jeunes, « médiation nomade »...),
- le fait de leur permettre de participer à la construction du projet,
- la connaissance de ce qui existe et une meilleure articulation de l'existant,
- l'existence de relais qui connaissent et travaillent avec les jeunes.

Ces enjeux rejoignent les axes de travail identifiés dans le cadre de l'élaboration de la politique jeunesse à l'échelle de la Ville.

- ➔ Au niveau des activités proposées, l'enjeu est de faire évoluer les actions proposées et de les adapter aux jeunes et à leurs pratiques mais aussi de mieux faire connaître ce qui existe par une communication adaptée.
- ➔ Au niveau des modes de travail ; il s'agit de faire évoluer le cadre de travail interacteurs en tenant compte des missions de chaque type d'acteurs (acteurs associatifs relevant du champ de l'animation socio-culturelle, acteurs de l'éducation, acteurs sportifs).
- ➔ Au niveau des jeunes, il est proposé de travailler sur l'engagement, d'en faire des partenaires de l'action, d'aller vers les plus éloignés via les « groupes de pairs » ou l'identification de jeunes (emblématiques) pouvant être relais.
- ➔ En interne de la collectivité se donner les moyens d'une politique jeunesse intégrée.
- ➔ Au niveau du fonctionnement associatif, les enjeux identifiés relèvent de la professionnalisation des intervenants, par le renforcement d'une offre diplômante, et le renforcement des coopérations.

## **Un enjeu récurrent : la prévention spécialisée**

Pour une partie des jeunes, les actions proposées précédemment ne répondent pas aux enjeux. En effet il existe une part des 16-25 ans « exposés à la délinquance par des conduites à risque ou perturbatrices, décrocheurs scolaires, primo-délinquant, jeunes réitérants ou récidivistes, sortants de détention ». Hors dispositif judiciaire (Protection Judiciaire de la Jeunesse PJJ, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation SPIP), il n'existe pas de dispositif propre pour prendre en charge cette partie de la jeunesse.

La prévention spécialisée apparaît donc comme un chaînon manquant. « Complémentaire des interventions éducatives individuelles des circonscriptions d'action sociale, l'intervention de la prévention spécialisée s'exerce sans mandat

spécifique puisqu'il s'agit « d'aller vers » les jeunes en situation de risque d'exclusion et de susciter leur adhésion volontaire pour engager une démarche éducative ponctuelle ou plus durable. Il s'agit de conduire un travail d'observation et de veille, de tisser des relations avec les jeunes, de leur proposer des activités de prévention en dehors du temps scolaire ou lors d'événements festifs notamment. À partir de ce travail de terrain sur lequel repose la construction d'un rapport de reconnaissance et de confiance entre l'éducateur et le jeune, un accueil personnalisé dans un local, lieu d'accueil et de ressources, est proposé afin d'établir les relais nécessaires auprès d'autres services et dispositifs missionnés pour résoudre les problèmes éducatifs, de logement, de formation, de santé etc. Le travail de la prévention spécialisée doit ainsi s'inscrire dans un réseau social et médico-social territorialisé afin de définir sa place et ses prérogatives. »<sup>17</sup>

Elle est inscrite dans le contrat de ville depuis sa signature en 2015. L'année 2015 avait permis d'avancer sur la réflexion autour des besoins de prévention spécialisée en direction du public jeune désocialisé, sans toutefois aboutir...

Au cours de la période, les acteurs ont élaboré des tentatives de réponse mais faute d'une approche véritablement partagée, celles-ci n'ont pas pu aboutir ou restent trop parcellaires.

Une démarche partenariale institutionnelle et associative est à enclencher pour répondre à des besoins non couverts pour le public jeune notamment.<sup>18</sup> Il s'agit de rendre cet objectif opérationnel avec l'enjeu de trouver un opérateur adapté et de définir les missions et les besoins.

## **Préconisations / Pistes de progrès**

Les données analysées font apparaître qu'au regard des trois questions évaluatives relevant de la « cohésion sociale », il est nécessaire de renforcer les modes d'intervention et les actions actuels mais aussi de faire levier sur trois dimensions.

- L'optimisation des relations entre les acteurs, en particulier associatifs. Dans ce domaine, le contrat de ville met en avant l'importance de « renforcer, soutenir, structurer la vie associative », avec notamment le soutien à son développement. Les réflexions récentes plaident, en plus, pour la « sécurisation » des projets associatifs, dans le cadre de conventions pluriannuelles mais aussi pluri-partenariales (« socle de sérénité »). Il est primordial de construire un réseau d'acteurs qui ne se situent pas dans une logique concurrentielle mais dans une relation contractuelle de projets, visant la construction de projets communs. Cela suppose que ces associations puissent bénéficier d'un soutien structurel.

---

<sup>17</sup> Schéma départemental de la protection de l'enfance 2017-2021, Conseil Départemental Haute-Marne – Constat 27

<sup>18</sup> La prévention spécialisée apporte une plus-value là où elle existe mais son périmètre d'intervention, compte tenu des coûts actuels pour le Département, ne peut être raisonnablement étendu. Schéma départemental de la protection de l'enfance 2017-2021, Conseil Départemental Haute-Marne.

Si le partenariat à l'échelle locale fonctionne (relations interpersonnelles, taille humaine, stabilité des acteurs), les acteurs ont mis en avant l'importance d'une coordination plus formelle à l'échelle du quartier : échanges une ou deux fois par an sur la complémentarité de l'offre éducative proposée sur le quartier, renforcement de certains partenariats. Cela passe également par des modalités de coopération entre financeurs. Le CGET est mobilisé sur le déploiement, le renforcement et les partenariats dans le cadre du Programme de Réussite Educative. L'accompagnement individualisé des enfants, des adolescents et des parents pour la réussite scolaire et la prévention du décrochage restent prépondérants. La mise en place de dispositifs concomitants comme la prévention spécialisée, la prévention de l'illettrisme et le renforcement de la maîtrise de la langue française, l'accès à la culture et aux loisirs... devra être réfléchi collégialement et renforcé par le droit commun.

- L'évolution des modalités d'intervention auprès des populations (y compris les jeunes) par le développement de toutes les formes d' « aller vers », par la mobilisation des « bénéficiaires » eux-mêmes. Le renforcement de la place et du rôle des habitants et habitantes dans toutes les démarches et actions constitue un incontournable pour garantir la réussite de l'action menée : par exemple, implication des parents dans la démarche de réussite éducative...
- Parallèlement, il est apparu important de promouvoir une logique d'observation et de suivi partagé des actions menées pour permettre une adaptation permanente des actions aux réalités constatées sur le terrain.



## 8. Cadre de vie et renouvellement urbain - Analyse et perspectives

### Un quartier transformé par la rénovation urbaine

Préfigurée par le Grand Projet de Ville dès 1999, le projet de rénovation urbaine est décliné sur le quartier du Vert-Bois depuis bientôt 20 ans.

Il a constitué un élément majeur de transformation urbaine et de rééquilibrage entre le quartier du Vert Bois et son environnement : requalification de la N4 en boulevard urbain dès 2001 et déviation sud de Saint Dizier en 2003-2004 ; requalification urbaine de grande envergure du quartier ; redéploiement des équipements entre l'ensemble des quartiers pour favoriser la mobilité et lutte contre l'enclavement. Cela s'est traduit par une dé-densification avec la démolition de près de 1000 logements, 250 constructions nouvelles sur le quartier avec la première convention avec l'ANRU.

La transformation du Vert-Bois est entrée dans une nouvelle étape avec la signature en octobre 2018 d'une nouvelle convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain.



Elle permettra de poursuivre les travaux engagés, relancer les projets en suspens et consolider les investissements déjà effectués sur le quartier depuis 2004

Le pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » mobilise peu de financement, au titre des crédits politique de la ville (BOP 147). Les moyens mobilisés relèvent de l'ANRU et des moyens de droit commun de l'ensemble des partenaires impliqués ou encore de la mobilisation des moyens financiers des bailleurs en contrepartie de l'abattement sur la Taxe Foncière sur la Propriété Bâtie (TFPB).

Au total le montant global d'investissement pour le quartier du Vert-Bois sera de plus de 32 millions d'euros sur la période 2018-2024 pour 320 démolitions, 59 nouveaux logements sociaux hors QPV, 6 opérations d'aménagements d'ensemble, 3 opérations de résidentialisation (172 logements), 1 opération de diversification fonctionnelle, 4 opérations de réhabilitation hors convention Anru.

## **Une politique d'agglomération en faveur de la mixité**

Ces transformations trouvent leur traduction dans la politique d'habitat menée à l'échelle intercommunale. En effet, et eu égard aux obligations légales en termes d'habitat, l'agglomération a mis en place une Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

Elle doit permettre :

- d'organiser les parcours résidentiels des habitants de l'agglomération pour leur faciliter les démarches et fluidifier les accompagnements, par la mise en place du dossier unique de demande de logement,
- de définir les orientations en matière d'attribution de logements pour améliorer la mixité sociale, permettre aux plus modestes l'accès au logement social et veiller à un meilleur équilibre entre les territoires.

Elle repose sur la mobilisation des maires des communes adhérentes à l'agglomération pour la mise en place d'une démarche uniforme sur le territoire pilotée par l'agglomération pour répondre aux besoins des habitants et des territoires.

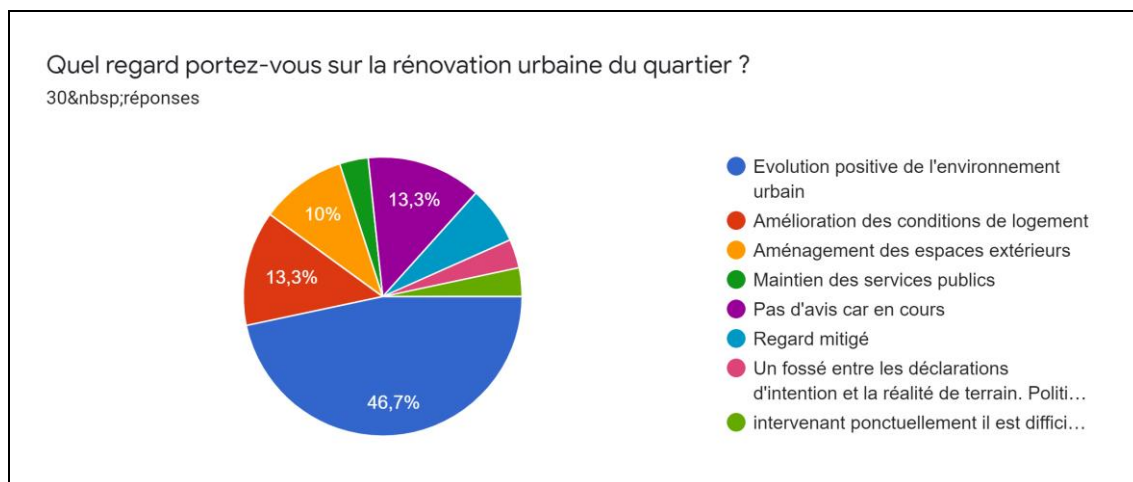
Sa mise en œuvre impacte directement les habitants du Vert-Bois puisqu'elle vise à développer les constructions hors du quartier prioritaire pour faciliter la mixité sociale, rééquilibrer l'offre de logements locatifs sociaux et faciliter les parcours résidentiels positifs.

## **Une transformation du quartier à consolider...**

A l'échelon du Vert-Bois, la perception relevée au moment de la signature du contrat de ville, à savoir que la majeure partie des acteurs s'accordent sur le fait que le quartier a vraiment changé (qualité des constructions et des espaces publics...), sous l'effet de la rénovation urbaine antérieure, reste d'actualité.

Quasiment un acteur sur deux ayant répondu au questionnaire fait état d'une évolution positive de l'environnement urbain (46,7%) dans son ensemble. Certains

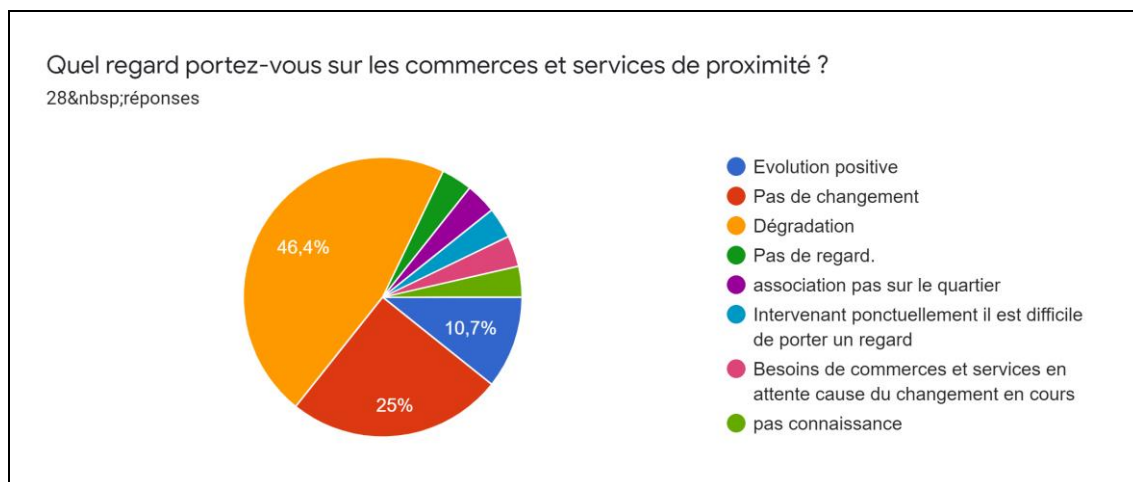
ont mis plutôt en avant l'amélioration des conditions de logement (13,8%) ou encore l'aménagement des espaces extérieurs (10%).



Un petit nombre de personnes n'expriment pas de point de vue car ils estiment que les travaux sont encore en cours.

La majorité des acteurs soulignent l'embellissement du quartier du fait de la destruction d'un certain nombre d'immeubles, de l'amélioration du bâti et des aménagements. « Beaucoup de changements architecturaux (logements, espaces verts...). » Ces évolutions permettent une amélioration du cadre de vie. « Le quartier est plus agréable, semble moins cloisonné et plus ouvert sur l'ensemble de la ville ».

Mais des efforts sont encore nécessaires notamment au niveau des commerces.

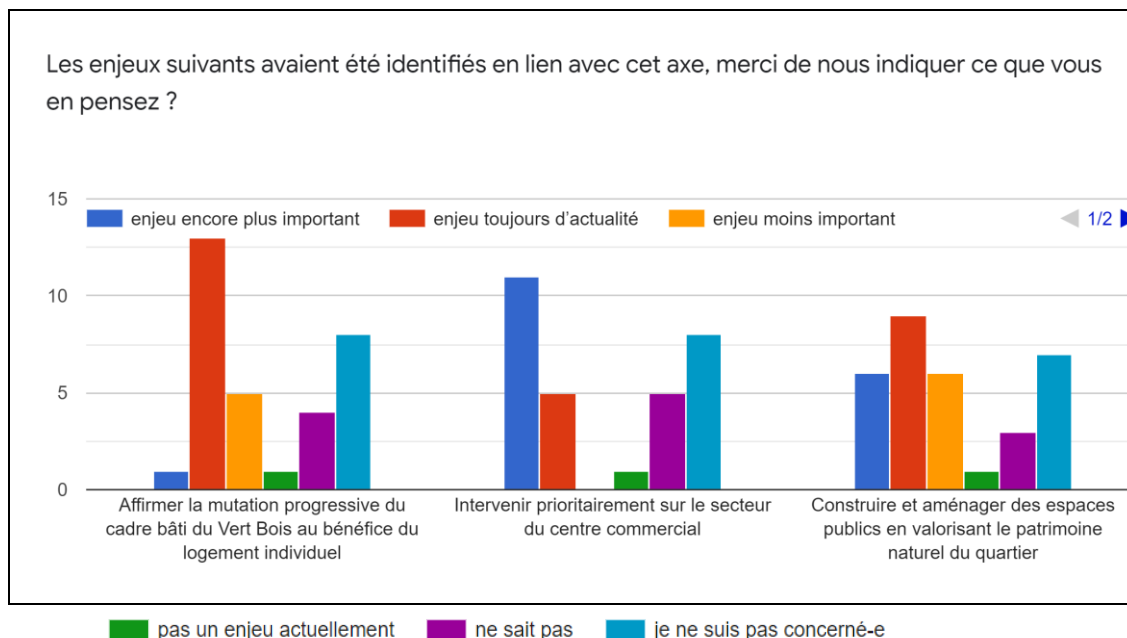


Le secteur du centre commercial retient particulièrement l'attention (« le centre commercial dénote dans ce nouvel environnement »).

Quasiment une personne sur deux considère que la situation s'est dégradée voire pour une sur quatre qu'elle n'a pas changé au niveau des commerces et des services de proximité.

Aujourd'hui l'enjeu réside dans le fait d'une part de garantir la qualité de vie au quotidien qui passe par des commerces et des services de proximité, par le renforcement d'espaces publics valorisant le patrimoine naturel et de le faire en lien plus étroit avec les habitants et habitantes.

Le centre socio-culturel peut dans ce cadre jouer un rôle clé, notamment par le biais de la Maison du Projet, implanté en son sein.



Par rapport à la valorisation de l'environnement, il est intéressant de mettre en avant l'action menée autour des « Jardins partagés ». Il s'agit d'utiliser et de gérer les réserves foncières libérées par les démolitions pour réaliser des jardins partagés, support d'initiatives locales. 40 personnes font parties de l'association Saint-Dizier Ville Jardins, créée pour organiser et gérer les trois jardins partagés disponibles sur le Vert-Bois. Il s'agit principalement de femmes, pour partie issue de l'immigration africaine et maghrébine.

Actuellement toutes les parcelles proposées sont occupées, certaines ont dû être redécoupées pour répondre à la demande. Ces jardins n'ont subi aucune intrusion ou dégradations.

Ces jardins sont le support de nombreux échanges culturels autour de la gastronomie et permettre la promotion de la permaculture.

Des perspectives de développement à l'échelle du quartier du Vert-Bois (en bas du boulevard Henry Dunant) et d'autres quartiers sont envisagés dans une logique de développement durable. Il s'agira également de développer de nouveaux partenariats institutionnels.

## Un enjeu : la pérennisation des acquis en matière urbaine

Garantir la qualité de vie c'est effectivement un des enjeux du pilier « cadre de vie et renouvellement urbain ». Le contrat de ville prévoyait de « poursuivre la

démarche de gestion urbaine et sociale de proximité » engagée en pérennisant et développant ce qui était fait et en favorisant la participation des habitants.

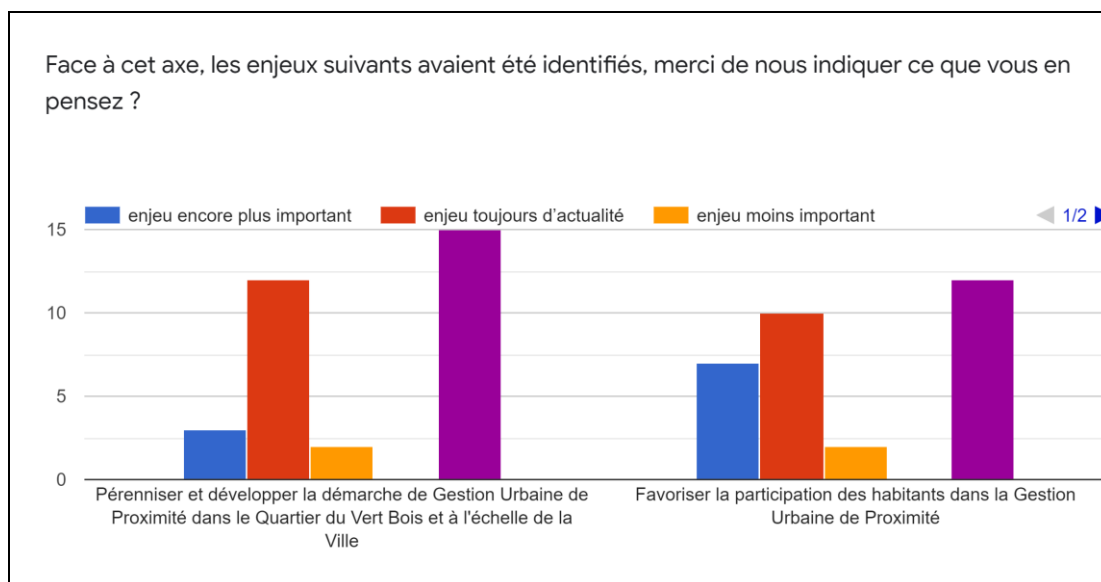
Dans cette perspective, il a été proposé, au titre de la démarche évaluative de voir  
« **En quoi les actions menées ont-elles permises de poursuivre la démarche de Gestion Urbaine de Proximité en direction des habitants ?** »

Cet enjeu est impérieux pour permettre de maintenir les acquis de la rénovation urbaine mais aussi dans une perspective de reconnaissance des habitants.

Le sociologue Michel BONETTI souligne que si l'importance de la Gestion Urbaine de Proximité est souvent à l'esprit des concepteurs, « les améliorations des modes de gestion engagées dans le cadre de ces opérations ne sont pas à la mesure des problèmes qui se posent et des investissements engagés »<sup>19</sup>.

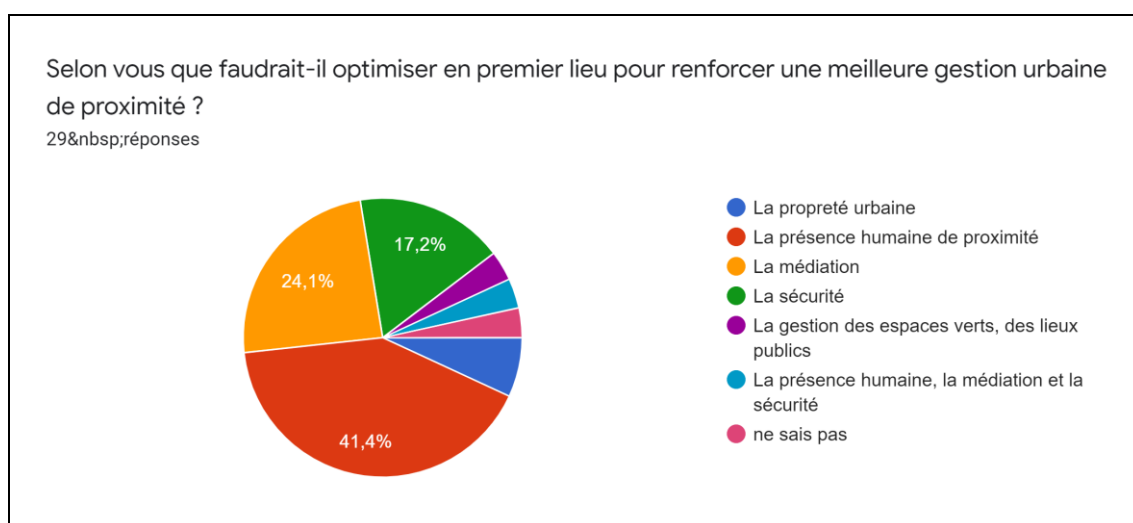
Dans le cadre d'une enquête menée à la demande de l'ANRU, il apparaît que moins de la moitié des conventions de GUP comportent un pilotage clair de la démarche GUP et que les habitants sont peu associés aux diagnostics ou au suivi de la GUP. Un autre aspect de la pérennité des investissements concerne le fonctionnement des nouveaux équipements ou espaces disponibles. Dans certaines villes, le risque est réel que les nouveaux équipements soient surdimensionnés et incapables de rendre de nouveaux services aux habitants, faute de crédits de fonctionnement. De même, les nouveaux espaces résidentialisés, qui dépendent de la gestion des bailleurs sociaux, nécessitent un soin particulier, qui dépasse les capacités des gardiens et agents d'entretien traditionnels (entretien paysager, traitement des façades...).

Les acteurs du contrat de ville y voient effectivement un enjeu avec une préoccupation majeure : la participation des habitants.



<sup>19</sup> Michel Bonetti, Chronique de la dégradation annoncée des opérations de rénovation urbaine liée au déficit de gestion urbaine, Laboratoire de sociologie urbaine générative, CSTB, avril 2007.

Michel BONETTI dans ces travaux montre d'ailleurs que l'absence de Gestion Urbaine de Proximité a des effets qui dépassent la gestion de l'urbain au quotidien. « [...] L'amélioration de la gestion urbaine contribue de manière décisive à la revalorisation du statut social des habitants et à la réduction de la ségrégation sociale. Le déficit de la gestion urbaine entraîne une dégradation des espaces urbains qui se traduit par une dévalorisation des quartiers concernés et de leurs habitants. Cette dévalorisation conduit les couches sociales les plus favorisées (ou les moins défavorisées) à quitter ces quartiers et à les stigmatiser, ce qui accroît la ségrégation sociale. La dégradation et la dévalorisation des quartiers est perçue comme un manque d'attention, voire un abandon et une forme de mépris à l'égard des habitants de la part des pouvoirs publics. Ceux-ci perdent alors toute confiance dans l'action des pouvoirs publics et tendent à désinvestir le champ politique et ne se reconnaissent donc pas réellement comme des citoyens à part entière. »<sup>20</sup>



Par ailleurs les acteurs mettent l'accent moins sur la dimension propreté urbaine que sur le volet social, considérant que les enjeux majeurs du renforcement de la gestion urbaine et sociale de proximité reposent en premier lieu sur une présence humaine de proximité (41.4%) et de la médiation (24.1%).

Dans ce contexte, deux leviers peuvent être mobilisés la convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité et les moyens alloués par les bailleurs au titre des Abattements de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB).

### Une nouvelle convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité

Courant 2019, les acteurs ont travaillé à une nouvelle charte de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP). La première charte avait été signée en 2006 et avait fait l'objet d'un renouvellement en 2010. Cette nouvelle version constitue une mise à jour des précédents documents, elle vise à constater et réorienter les actions en prenant compte les évaluations mais aussi les mutations du quartier induites par l'avancée du Projet de Rénovation Urbaine.

<sup>20</sup> L'amélioration de la gestion urbaine : un enjeu majeur du développement urbain durable. Michel BONETTI, Jean BOUVIER - Avril 2007, CSTB, page 9.

« Cette démarche est essentielle pour améliorer la qualité de vie des habitants du quartier, sa visée est éminemment opérationnelle. Elle contribue également de façon déterminante à la pérennisation des investissements réalisés dans le cadre de la rénovation urbaine, de par le développement social et durable mais aussi pour la tranquillité publique ».

Elle a été signée, pour trois ans, par la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise, la Ville de Saint-Dizier, les bailleurs (Organisme Public de l'Habitat de Saint-Dizier, Société Foyer Rémois, Société Plurial Novilia), l'association des locataires, le conseil citoyen et l'Etat en juin 2019 lors de l'inauguration de la Maison du Projet.

L'objectif principal est une « amélioration pérenne du cadre de vie des habitants du Vert-Bois ». Sur cette base et au regard des logiques d'intervention de chacun, et des actions menées dans le cadre des abattements TFPB et qui bénéficient directement au quartier, quatre axes prioritaires ont été identifiés :

- Conforter le sentiment de sécurité au sein du quartier auprès des habitants et des usagers ;
- Assurer une gestion de qualité de l'espace public et privé ;
- Favoriser l'appropriation des transformations du quartier par les habitants ;
- Etablir une stratégie de communication en partenariat entre les différents acteurs du renouvellement urbain sur le quartier.

La reconnaissance de la place des habitants au cœur de la démarche passe par la présence de représentants du Conseil Citoyen et de l'association des locataires au comité technique et aux comités de suivi, mais aussi par l'organisation de « diagnostics en marchant » et à la participation aux actions soumises au FPH.

## **Les conventions d'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties**

Toutes les conventions d'abattement TFPB signées en 2015 avec les bailleurs sociaux ont été mises à jour et prorogées jusqu'en 2022 à la demande de l'Etat.

Pour ce faire, un comité de suivi inter-bailleurs a été mis en place afin d'échanger sur les priorités de chacun et couvrir de nouvelles actions si nécessaire. Elles font par ailleurs l'objet d'un suivi annuel (tableau de bord).

Dans un souci d'efficacité, ce suivi est corrélé à la mise en œuvre de la convention GUSP, où les bailleurs occupent une place centrale.

## **Un défi : l'accès aux biens et aux services**

Deux dimensions nécessitent une attention particulière : l'accès à la ville et à l'ensemble des services qu'elle propose, y compris en termes d'emploi et l'accès aux services notamment en matière de santé.

## **La mobilité et le schéma de déplacement urbain**

A l'échelle du quartier du Vert-Bois les enjeux de déplacement et de mobilité restent un aspect important afin à la fois de répondre à l'enjeu de désenclavement du quartier mais aussi dans un objectif d'accès à l'emploi. L'enjeu de mobilité relève à la fois d'une dimension structurelle mais aussi psychologique. Ce dernier aspect est travaillé de manière transversale au niveau du contrat de ville. La dimension plus structurelle trouve place dans le cadre du schéma de déplacement urbain.

L'agglomération s'est dotée en 2016, d'un Plan de Déplacements Urbains (PDU). Il s'agit d'un document stratégique traduisant le projet de la collectivité en matière d'organisation des déplacements de personnes et de marchandises, de circulation et de stationnement.

Il vise notamment à assurer :

- L'équilibre durable entre besoins de mobilité et facilité d'accès d'une part et la protection de l'environnement et de la santé d'autre part,
- Le renforcement de la cohésion sociale et urbaine,
- L'amélioration de la sécurité de tous les déplacements,
- La diminution du trafic automobile,
- Le développement des transports collectifs et des moyens de déplacement économes et les moins consommateurs d'énergie,
- L'amélioration de l'usage du réseau principal de voirie de l'agglomération,
- L'organisation du stationnement sur voirie et dans les parcs publics de stationnement,
- L'organisation du transport et de la livraison des marchandises,
- L'amélioration du transport des personnels des entreprises et des collectivités publiques,
- La réalisation, la configuration et la localisation d'infrastructures de charge destinées à favoriser l'usage de véhicules électrique ou hybrides.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions, des rencontres ont été proposées avec les usagers et les habitants pour développer et faciliter les déplacements sur l'agglomération, dans la ville et avec le QPV.

Ces rencontres ont permis la mobilisation des habitants dans le cadre de l'enquête publique et la proposition de parcours de déplacements urbains à l'échelle du Vert-Bois, et notamment pour les seniors.

L'enjeu sur le quartier est de développer une offre de mobilité pour répondre à des besoins non couverts, notamment en renforçant le partenariat avec Wimoov. Par ailleurs un diagnostic départemental devrait être réalisé en 2020.

## **Renforcement de l'offre de service en matière de santé**

A l'occasion de la rénovation urbaine du Vert-Bois, un Pôle Santé a vu le jour. Il regroupe plusieurs professionnels socio-médicaux ; un Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA), un Centre Médico-Psycho-Pédagogique (CMPP), un Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique (ITEP), un Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD), un



Institut Médico-Educatif (IME), un Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), des foyers pour adultes handicapés.

L'enjeu est double :

- développer l'accueil de nouveaux professionnels
- mettre en œuvre un « contrat local de santé » pour permettre la poursuite de la réflexion par rapport aux enjeux de prévention.

Une réflexion avec l'ARS permettrait de réfléchir au dispositif sur le territoire de l'agglomération et de relancer les Ateliers Santé Ville notamment pour les problèmes d'addictions et les troubles du comportement relevés au niveau certains habitants du Vert-Bois comme des territoires de veille.

### **Préconisation / Pistes de progrès**

Les acquis de transformation à l'échelle du Vert-Bois du fait de la rénovation urbaine apparaissent réel pour un nombre important d'acteurs : habitants, usagers du territoire et partenaires du contrat de ville.

Pour autant les défis restent importants, tant sur le plan du cadre de vie, de l'accès aux services et aux commerces que sur celui du droit (droit à la santé, enjeu de mobilité).

- La nécessité d'une action visant la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité pour garantir les acquis de la rénovation urbaine est reconnue par les partenaires du territoire.
- La place des habitants, par le biais du conseil citoyen et de l'association des locataires a été valorisée dans la démarche.
- Une vigilance quant à la reconnaissance de la parole des habitants / locataires, dans leur diversité, sera nécessaire.
- L'aspect humain de cette démarche de Gestion urbaine et sociale de proximité est à optimiser (gestion de proximité et médiation).
- Le fonctionnement du Centre socio-culturel, et dans ce cadre de la Maison de projet, peut constituer un atout à la condition de disposer des moyens humains pour l'animer et de mettre en place les conditions d'une réelle implication des habitants.

## **9. Développement économique et emploi - Analyse et perspectives**

---

### **Une agglomération volontaire**

La Communauté d'Agglomération s'est engagée résolument depuis plusieurs années dans une politique de soutien au développement économique, incluant notamment la promotion de l'entrepreneuriat.

La Communauté d'Agglomération y a développé un Espace Créateurs d'Entreprises composé d'une pépinière d'entreprise et d'un incubateur de projets composé d'une pépinière d'entreprise (bureaux et ateliers pour les jeunes entrepreneurs), d'un espace co-working et d'un service « incubateur de projets » (destinés aux porteurs de projets).

### **La stratégie de développement économique intercommunale 2019 – 2023**

La Communauté d'Agglomération a structuré une stratégie de développement économique ambitieuse pour les années à venir. Face aux difficultés éprouvées par le territoire, l'action engagée vise à recréer la confiance vis-à-vis de nos capacités de rebond, et à mettre en place les conditions nécessaires à un renouveau de notre développement économique.

Le travail d'élaboration de la stratégie initié en 2018 s'est voulu particulièrement mobilisateur en ralliant l'ensemble des partenaires et acteurs économiques à la réflexion.

- 40 entretiens menés auprès d'élus, partenaires, institutionnels, chefs d'entreprise, associations et des groupes de travail
- 2 séminaires de co-construction réunissant 80 acteurs
- 1 séminaire de lancement de la stratégie en 2019.

Issue de cette réflexion partenariale, la stratégie se structure autour de 4 axes stratégiques.

#### Axe 1 : Territoire de coopération.

L'enjeu primordial des premières années consiste à positionner le territoire comme lieu privilégié de dialogue et de coopération, favorisant les liens de confiance, la créativité et l'innovation. Il s'agira de mieux structurer l'écosystème économique local et de renforcer les liens entre les acteurs (acteurs économiques, politiques, associatifs...) au service d'une nouvelle dynamique.

#### Axe 2 : Territoire d'accueil

La qualité d'accueil et d'accompagnement à l'égard des entreprises, des entrepreneurs et des actifs est également une priorité. L'objectif est de fidéliser les acteurs économiques et garantir la pérennité de leurs activités sur le territoire par

un environnement « business friendly ». C'est aussi un enjeu fort pour véhiculer une image positive et attirer de nouvelles pépites.

### Axe 3 : Territoire du bien-vivre

La qualité de vie fait également partie des conditions nécessaires à une bonne dynamique économique, c'est pourquoi l'objectif consiste à travailler sur l'attractivité du territoire et à soutenir l'économie de proximité.

### Axe 4 : Territoire de ressources locales

L'avenir du territoire se situe aussi dans sa capacité à valoriser les ressources locales pour développer une économie locale qui répond aux mutations sociales, économiques et environnementales actuelles (tourisme, agriculture, énergie).

La stratégie est dotée d'un plan opérationnel de 41 actions qui sont déclinées autour de 4 axes.

Parmi elles, plusieurs actions phares :

- La création d'un lieu « totem », favorable à la rencontre des entreprises et des réseaux.
- La mise en place d'une charte d'engagement territorial entre la collectivité et les entreprises locales engagées pour le territoire
- L'émergence de dynamiques d'intelligence collective pour développer de nouveaux projets
- L'amélioration de nos outils dédiés à l'entrepreneuriat.

## **Un contexte de l'emploi qui reste difficile**

En dépit de cette démarche très volontariste, l'agglomération reste confrontée à une situation économique et à un marché de l'emploi peu favorable. Les données produites par Pôle emploi et le Conseil régional<sup>21</sup> font état d'un taux d'emploi global de 57,7 % (62,7 % à l'échelle du Grand Est) et de 52,4 % (59,4 % pour le Grand Est). Le taux est encore plus bas au niveau du Vert-Bois, puisqu'il était en 2015 seulement de 35.3 et 27.2 pour les femmes.

Le territoire se signale par ailleurs par une part d'actifs occupés dans l'industrie plus importante que la région.

Le tissu économique est composé de plus de 15 600 salariés répartis dans 1 687 établissements employeurs en 2017. Ces effectifs salariés sont en baisse sur 4 ans de 2,8 % (alors qu'ils ont augmenté de 0,8 % à l'échelle régionale).

---

<sup>21</sup> Portrait de territoire du bassin d'emploi de Saint Dizier, OREF et Pôle Emploi, publié le 20.12.18 : [http://www.statsemploi-grandest.fr/ftp/000073/ACAL/diagnostics/Portrait\\_Saint\\_Dizier.pdf](http://www.statsemploi-grandest.fr/ftp/000073/ACAL/diagnostics/Portrait_Saint_Dizier.pdf)

Le territoire a enregistré 325 créations totales d'établissement en 2017 0,9 % des créations régionales et 56 défaillances d'entreprise. Le taux de création d'établissement est de 9,1 % (11,3 % sur le Grand Est).

Au niveau des populations en âge de travailler, le taux de scolarisation des 15-24 ans inférieur à la moyenne du Grand Est : 54,3 % contre 63,5 % et globalement la population est moins diplômée.

Même si des données plus récentes relatives aux demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) font état d'une baisse des personnes inscrites auprès de Pôle Emploi, la situation reste préoccupante, en particulier sur le Vert-Bois. Les données font apparaître également une baisse mais ils restent proportionnellement plus nombreux sur ce quartier.

## **Une priorité à l'échelle du contrat de ville**

Ce sont 30% des crédits annuels de la politique de la ville qui ont été mobilisés en 2018 sur ce volet.

C'est mieux qu'en 2017 (27,7%) mais moins bien qu'en 2016. C'est toujours en deçà des attentes du comité de pilotage sachant que la thématique est considérée comme prioritaire.

C'est d'ailleurs la raison qui fait qu'une partie de l'évaluation porte sur ce sujet.

Ainsi, il s'agit de voir « En quoi les actions menées à ce titre ont-elles permises de lever les freins à l'emploi ? »

Cette situation est liée pour partie au déficit de porteurs de projet et demande un travail de benchmarking important au niveau régional et national.

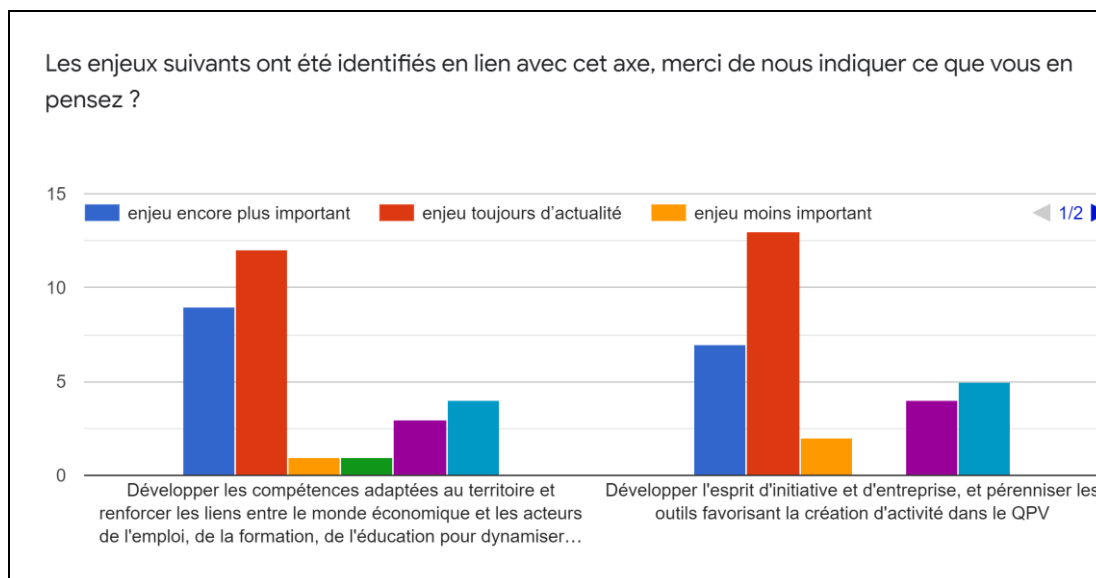
Les moyens mobilisés au titre du contrat de ville vise à développer des mesures pour encourager la création, le développement des entreprises, l'accès à l'emploi, aux formations, le soutien aux associations de chantiers d'insertion qui accueillent les bénéficiaires du quartier et l'initiative économique à destination d'un public également issu en partie du quartier.

Le Contrat de Ville vient notamment en soutien à l'Incubateur de projets qui a accompagné 102 personnes en 2017 dont 16 du Vert-Bois. Sur les 36 entreprises créées à l'échelle de l'Agglomération, 4 se sont implantées au Vert-Bois.

L'enjeu pour l'avenir est donc d'encourager les projets collaboratifs, permettre et promouvoir l'innovation, encourager la mobilité facteur d'insertion économique.

## **Un enjeu à travailler en partenariat**

Face à la situation de l'emploi sur le territoire et aux fragilités des populations sur le marché du travail, les personnes ayant répondu au questionnaire ont mis en avant l'impératif de développement de compétences en lien avec le territoire et la nécessité d'un renforcement un travail en partenariat.



Certains s'inquiètent de la disparition d'acteurs dans le domaine de l'emploi (Comité de Bassin d'Emploi) ou encore de certains types d'actions (dans le champ de la mobilité).

Ils mettent également en avant l'importance d'activer les outils existants « rendre encore plus attractive la pépinière d'entreprise au cœur du quartier et activer les marchés à clauses sociales pour recruter les habitants sans emploi du quartier ».

Le développement économique et l'emploi sont intimement liés : « La création et la reprise d'entreprise sont des axes de développement d'emploi, de compétences, de formation mais également de développement et de la promotion du quartier ».

## Des leviers à renforcer

Assez logiquement les actions à soutenir relèvent donc de ses deux dimensions mais aussi d'une logique de développement de l'insertion. Il a d'ailleurs été évoqué l'intérêt de « Créer des ponts entre l'insertion et l'économie locale/le secteur marchand qui peine à trouver des salariés proches de l'emploi ».

Il s'agit enfin de travailler parallèlement des freins plus spécifiques comme la mobilité (notamment l'accès au permis de conduire), la maîtrise de la langue.

## Dans le champ du développement économique

En amont de la création d'entreprises, **l'incubateur de projet** (porté par la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier Der et Blaise) détecte et accompagne des porteurs d'idées ou de projets, éloignés ou non de l'emploi. L'objectif est de les aider à structurer leur projet et de les accompagner jusqu'à la création de leur activité. L'incubateur intervient également auprès de certaines classes de lycées et/ou BTS sur des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat, pour faire ainsi émerger des « graines d'entrepreneurs ».

L'incubateur de projet réalise différentes prestations : accueil individualisé des bénéficiaires potentiels, signature d'une charte d'accompagnement,

accompagnement du porteur de projet et aide sur les différentes phases de création du projet... L'Incubateur assure un suivi des personnes dans leur projet durant 6 mois, 1 an et plus. Chaque porteur de projet allant à son rythme.

Environ 100 personnes de l'agglomération ont été accompagnés sur les années les plus récentes : 102 personnes accompagnées en 2017, 84 personnes en 2018. Cet accompagnement a permis une quarantaine de création d'entreprise par an (45 en 2017 / 40 en 2018).

Les entreprises ainsi créées relèvent de domaines très différents : la création d'un espace de co-working, l'accompagnement d'un Fab Lab sous forme associative, l'organisation de la 4ème édition du concours de création d'entreprises « La Start'up est dans le pré » (septembre 2018), l'implication dans le partenariat de l'association EPA « Entreprendre pour Apprendre » avec quelques établissements du territoire.

## **Dans le domaine de l'insertion**

Le contrat de ville finance un **Chantier d'insertion** petit bâti et espaces verts (Ateliers Vallée de la Marne).

L'objectif du chantier est de travailler à la fois sur la détection et la prise en charge de l'ensemble des freins liés à l'insertion, l'émergence et la confirmation d'un projet professionnel, la socialisation et l'apprentissage des codes du travail (en termes de comportement et de relations). Il s'agit d'inscrire un public en difficulté dans un parcours professionnel avec la notion de prise de confiance en soi par l'exercice d'une activité salariée.

Le chantier a bénéficié à 10 salariés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CCDI) de 26h dont 8 issus du Vert-Bois.

Tous les salariés se sont inscrits dans une démarche de remobilisation à travers un parcours individualisé. Le travail partenarial avec les structures d'insertion est à maintenir.

L'assiduité du public jeune est difficile à maintenir sur un chantier d'insertion celui cherchant plus à rouvrir des droits. Les troubles du comportement, les addictions et la mobilité restent des domaines où l'accompagnement du public reste important.

L'agglomération a souhaité **relancer l'application des clauses d'insertions dans ses marchés publics** dès 2018.

Pour ce faire un facilitateur a été recruté à la rentrée 2018 pour travailler à un nouveau Plan Local d'Application des Clauses d'Insertion.

L'Agglomération et la Ville étant engagées dans un Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) portant sur le Quartier Prioritaire du Vert-Bois pour la période 2018-2024, elles ont relancé l'application des dispositions de la charte nationale d'insertion pour la décliner localement. Le document a été présenté et signé aux partenaires à la Maison du Projet le 17 juin 2019.

Ainsi des clauses d'insertion s'appliquent sur les marchés publics de travaux de la ville et de l'agglomération.

## **Dans un objectif de lever les freins**

La **mobilité est un enjeu clé sur le territoire**. L'action inscrite dans le contrat de ville, portée initialement par MPPL<sup>22</sup> puis par l'AFPA, consiste en un diagnostic individuel de mobilité pour les publics en insertion professionnelle avec la mise en place d'ateliers autour de « la préparation au code de la route », « se repérer dans l'espace », « la gestion du stress ».

Cette action a permis d'accompagner plus de 100 personnes dont près de la moitié issue du Vert-Bois.

Les bénéficiaires ont été orientés par les structures d'insertion, le Conseil départemental, les organismes de formation, la mission locale et Pôle emploi.

En 2019, parallèlement au déploiement de l'action par l'AFPA, l'agglomération a approché l'association WIMOOV.

**L'illettrisme et la non maîtrise de la langue française est un autre frein**, particulièrement à l'échelle du Vert-Bois compte tenu de ses caractéristiques socio-démographiques.

Le dispositif s'adresse à toutes les personnes en difficulté avec les savoirs de base, demandeurs d'emploi ou salariés. Il s'agit d'un accompagnement collectif et individualisé entre un bénévole et un apprenant, porté par le CBE puis par l'association INITIALES. Un planning hebdomadaire est mis en place par l'association en accord entre les deux parties. Cela se déroule sur 1 à 4h par semaine en fonction des besoins dans les locaux de l'UJB.

Les bénéficiaires de l'action sont des personnes en situation d'insertion professionnelle qui n'ont pas ou ont perdu l'usage des savoirs de base pour leur pratique professionnelle. Une trentaine de personnes est accompagnée par an dont 1/3 est issue du Vert-Bois.

## **Préconisations / Pistes de progrès**

Dans le champ de l'emploi et du développement économique, parallèlement au maintien d'un certain nombre d'actions visant à lever les freins à l'emploi qui ont fait leurs preuves mais qu'il faut encore renforcer, l'enjeu est de soutenir des porteurs de projets existants, de renforcer les partenariats et de faire financer un certain nombre de leviers par le droit commun (incubateur notamment).

En termes d'actions à mettre en œuvre ou à maintenir, elles portent sur les aspects suivants :

- Appliquer et suivre des clauses d'insertion pour les marchés sur toute l'agglomération
- Renforcer la mobilité (la préfecture prévoit la réalisation d'un diagnostic de territoire co-financé par les EPCI afin de réfléchir à un projet départemental=
- Prévenir l'illettrisme et renforcer les savoirs de base
- Mettre en place un réseau de professionnels

---

<sup>22</sup> Au printemps 2019, l'association Mobilité Pour Plus de Liberté portant la plateforme départementale de mobilité est mise en liquidation judiciaire.

- Développer les actions Entreprendre pour Apprendre.
- Maintenir et renforcer les coopérations dans le champ de la formation et de la création d'activités
- Ouvrir le champ des possibles pour les jeunes et rendre accessible les métiers au plus grand nombre (dans les filières industrielles, nucléaires, artisanales, numériques...)



## **10. Ce qu'il faut retenir**

---

L'agglomération a décidé de recentrer ses priorités pour la fin du contrat sur le public jeunes et sur les familles tout en retravaillant la gouvernance et l'implication du conseil citoyen.

Il devra prendre en compte l'évaluation à mi-parcours et prioriser les enjeux d'ici à la fin du contrat en accordant une place majeure au volet enfance et au soutien à la parentalité, localement il s'agit de renforcer le travail engagé par le Programme de Réussite Educative.

La Maison du Projet sera au cœur de la politique de la ville pour animer les actions s'y rapportant mais aussi pour associer plus régulièrement les habitants sur les différents dispositifs d'animation du quartier. Elle sera également pleinement représentative de la rénovation urbaine avec pour enjeu principal de faire participer les habitants à la vie de leur quartier dans une démarche de concertation et de co-construction des projets, dans un souci de mieux prendre en compte leurs avis et répondre à leurs attentes.

Le conseil citoyen devra être accompagné pour être associé à la démarche ; il a été décidé d'en confier le portage au centre socioculturel et de maintenir l'intervention de l'ORIV à court terme pour permettre la professionnalisation de la démarche.

## Annexe 1

---

Liste des structures / personnes ayant répondu au questionnaire

Personnes ayant répondu au questionnaire 33 réponses

ACEB  
Aéroclub SAINT DIZIER ROBINSON  
AHMI  
AMFD  
ARCHEOLONNA  
ARIT – Association d’insertion  
Association  
Association  
Association  
Association de quartier du Grand-Lachat  
Association d'Enquête et de Médiation  
Association Départementale d'Aide au Justiciable (ADAJ)  
CIDFF  
Cie Au Coin de l'Ébène  
Circonscription d'action sociale de Saint-Dizier  
Club Léo Lagrange de Saint Dizier  
Communauté d’Agglomération SDDB  
Conseil citoyen  
Education Nationale  
GIP "Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) de la Haute-Marne"  
LPU  
Maison pour un Accueil Solidaire  
MAN St Dizier  
OPH Saint Dizier  
Pôle Emploi  
RELAIS 52  
RESEAU ACTIVE – COPE  
Saint-Dizier Basket  
SAINT-DIZIER BOXE 52  
Saint-Dizier FABLAB  
Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Haute Marne  
UD DIRECCTE Haute – Marne  
Ville de Saint-Dizier